



8 septembre 2019

Principales propositions nécessaires pour Changer de cap

Comparaison entre les revendications formulées lors des mobilisations ou des assemblées de gilets jaunes et les principales propositions des mouvements citoyens

Le Collectif « Changer de cap » a recensé, à partir des revendications formulées par les gilets jaunes à la première Assemblée des Assemblées de Commercy les propositions élaborées parfois de longue date par les mouvements citoyens (ATTAC, Les Jours Heureux, Convergence des Services publics, Coordination des hôpitaux et maternités de proximité, Stop Précarité, Collectif des Associations Citoyennes, etc.).

Ce travail a montré la convergence de toutes ces propositions. Ensemble, elles tracent les contours d'une **alternative globale et réaliste à la domination de la finance, dont plus aucun citoyen ne veut**, et précise en quoi peut consister une réelle transition écologique, sociale, économique et démocratique.

On **trouvera dans ce document un recensement de 150 propositions nécessaires pour changer de cap**. Ce travail est loin d'être achevé. Il doit être actualisé avec les revendications des ADA de Saint-Nazaire et de Montceau-les-Mines, ainsi qu'avec les propositions des nouveaux réseaux ou associations qui rejoignent le collectif.

Liste des propositions

1 Justice sociale et égalité.....	6
1.1 Justice sociale et territoriale.....	6
1.1.1 Des revenus et des conditions de vie décentes pour tous.....	6
• Des écarts de revenus de 1 à 10.....	6
• Revalorisation du SMIC (propos Commercy).....	6
• Revalorisation des minima sociaux.....	6
• Égalité hommes-femmes (propos Commercy).....	6
1.1.2 Revalorisation des retraites	7
• Retraite à 60 ans.....	7
• Création d'un service public de la dépendance.....	7
1.1.3 Justice fiscale pour les particuliers et les entreprises	7
• Supprimer les niches fiscales inutiles.	7
• Faire de la CSG une contribution progressive.	7
• Rendre la TVA plus juste en réduisant son poids, avec taux zéro sur les produits de première nécessité	7
• Rétablir la progressivité de l'impôt sur les revenus du capital, supprimer la taxe au taux unique de 30 %	7
• Rétablir et rénover l'ISF, afin d'élargir l'assiette de l'imposition du patrimoine	7
• Imposer le bénéficiaire là où il est créé.....	7
1.1.4 Réorientation radicale du budget de l'État.....	8
• Renforcer la progressivité de l'emploi sur le revenu.	8
• Rétablir et rénover l'ISF, afin d'élargir l'assiette de l'imposition du patrimoine (ATTAC).....	8
• Accroissement de l'impôt sur les successions :.....	8
• Remettre la fiscalité sur ses pieds.....	8
Une démocratie sans corruption	8
• Sanctionner l'évasion fiscale des personnes physiques et morales ayant le statut de résidents, renforcer les corps de contrôles et appliquer réellement les sanctions.....	8
1.1.5 Partage du travail et plein emploi.....	9
• Loi permettant aux entreprises d'embaucher en réduisant le temps de travail sans surcoût.....	9
• Abrogation de la loi El Khomri et des ordonnances Macron.....	9
• Réforme de Pôle Emploi.....	9
• Recréer des contrats aidés sans la précarité	9
• Débat national sur le revenu inconditionnel et universel,	9
1.2 Accès à la santé et sécurité sociale pour tous	10
1.2.1 La santé pour tous, avec tous.....	10
• Développement d'une politique de santé incluant le bien-être physique, social et mental	10
• Loi « santé environnement ».....	10
• Forte revalorisation des moyens des hôpitaux publics, des maternités et des maisons de retraite non lucratives.	10
• Développer tout au long de la vie la prévention et le dépistage	10
• Prise en charge à 100% des soins, de la perte d'autonomie et de de la prévention, par la sécurité sociale.	10
• Une mutuelle pour tous.....	10
1.2.1 Repenser l'organisation et l'indépendance de la santé	11
• Supprimer les déserts médicaux.....	11
• Création d'un service public de santé de proximité.....	11
• Évaluations publiques indépendantes des effets des médicaments, des pesticides, processs industriels, etc.	11
• Socialiser le médicament	11
• Indépendance de la formation initiale et continue des professionnel-le-s de santé	11
1.2.2 Se réapproprier la sécurité sociale et les politiques de santé.....	12
• Débat sur l'avenir de la protection sociale.....	12
• Mise en place de collectifs régionaux et locaux d'observation sanitaire.....	12
• Élargissement du financement de la Sécurité sociale à toute la valeur ajoutée produite,	12
• Remise en cause des exonérations et autre dégrèvements sur les cotisations sociales accordés aux entreprises	12
• Lutter contre la fraude aux cotisations sociales des entreprises.....	12
• Revenir à l'universalité des allocations familiales	12
• Retour à une gestion démocratique de la Sécurité sociale.....	12
Droit inconditionnel à l'éducation et aux services publics	12
1.2.2 Droit à l'éducation	12
• Transformation complète de Parcoursup.....	13
• Publication des algorithmes	13
• Étudiants étrangers : retour à des droits d'inscription modiques.....	13

• Mise en place d'un véritable plan d'investissements dans l'enseignement supérieur :	13
• Remise en cause des critères de classement « dits de Shangai » des universités,	13
1.2.3 Couverture territoriale des services publics.....	13
• Maintenir les services publics de proximité.....	13
• Droit à l'accès aux services publics, eau, gaz, électricité, transports, cantines,.....	13
• Couverture en très haut débit de la totalité du territoire.....	13
Transports : sortir progressivement d'une civilisation de la voiture	14
• Garantir les lignes ferroviaires du quotidien.....	14
• Abandonner les 7 nouveaux projets d'autoroute (CGO, A69,.....)	14
• Soutenir la mise en place de transports gratuits de proximité en milieu urbain et rural.....	14
• Développement de services communs de covoiturage, transports à la demande, location de voitures.....	14
• Débat citoyen pour sortir d'une civilisation de la voiture	14
1.2.5 Garantir à tous l'accès aux biens et services essentiels	14
• Supprimer les commissions d'intervention en cas d'incident bancaire	14
1.3 Des territoires où vivre et travailler	15
1.3.1 Un aménagement du territoire débattu et partagé.....	15
• Des schémas nationaux, régionaux et locaux d'aménagement du territoire.....	15
• Assouplissement et démocratisation des intercommunalités.....	15
• Élaboration partagée de projets de développement local.....	15
• Promouvoir une politique publique cohérente de lutte contre l'étalement urbain.....	15
• Revaloriser les centres-ville en y re-développant le commerce, des espaces de rencontres, des équipements culturels et des cinémas.....	15
• Adopter la proposition de loi « pacte pour la revitalisation des centres villes	15
1.3.2 Un effort massif d'urbanisme et de logement	16
• En finir avec le mal-logement et le prix excessif de l'immobilier en centre ville, développement des logements sociaux...16	16
• Remettre en cause la loi ELAN,	16
• Refonte de la fiscalité sur le foncier et le bâti.....	16
• Financer un vaste plan de rénovation et d'isolation des bâtiments existants	16
• Programme de réhabilitation massive, énergétique et fonctionnelle, de 750 000 logements existants.....	16
• Une urbanisation écologique de qualité pour tous.....	16
1.3.3 Développement économique local : appui aux entreprises solidaires de leur territoire, aux SCOP, aux SCIC, etc.....	17
• Soutien aux PME locales	17
• Développement des formes alternatives d'entreprises, solidaires avec le territoire,.....	17
1.3.4 Fin de l'abandon des quartiers populaires.....	17
• Application des propositions du rapport Borloo et du rapport Bacqué-Mechmache,.....	17
• Fonds pour une démocratie d'initiative citoyenne.....	17
• Réformer les conseils de quartier	18
2 Refonder la démocratie.....	19
2.1 Une démocratie réelle	19
2.1.1 Transformation des institutions (Constituante, ...)	19
• Mise en place d'une Constituante, composée de citoyens tirés au sort.....	19
• Nouvelle Constitution	19
2.1.2 Démocratie directe et participation citoyenne (RIC,...)	19
• Instauration du Référendum d'initiative Citoyenne.....	19
• Convention de citoyens associée au RIC	20
• Reconnaissance du rôle des conventions de citoyens, de conseils communaux de la démocratie, jurys citoyens, etc.....	20
• Centres départementaux de formation et lieu ressource national sur la démocratie directe et participative.....	20
2.1.3 Relancer l'action citoyenne associative et l'éducation populaire.....	20
• Redonner un avenir aux associations citoyennes.....	20
• Relance de l'éducation populaire.....	21
2.1.4 Des élus au service du peuple.....	21
• Limitation du montant des indemnités et du nombre de mandats	21
• Diffuser largement les possibilités légales, qui existent aujourd'hui, de contrôler les indemnités des élus	21
• Droit de révocation les élus non représentatifs lorsque ceux-ci accaparent le pouvoir de façon démocratique	21
2.2 Un État régulateur pour répondre aux enjeux.....	21
2.2.1 Reconstruire un État régulateur	21
• Reconstruction d'un État régulateur au service de l'intérêt général et de la transition.....	22
• Dans un premier temps, stopper le travail de démantèlement systématique de l'action publique,	22
2.2.2 Une démocratie sans corruption	22
• Encadrer, et dans certains cas interdire, le lobbying :	22
• Créer un véritable statut pour les lanceurs d'alerte	22
• Abroger la loi française « secret des affaires »	22

• Renforcer l'interdiction des conflits d'intérêts.....	22
• Renforcer les moyens des juges financiers compétents.....	22
2.3 Reconstruire un État de droit	23
2.3.1 Retrouver les libertés publiques.....	23
• Retour à l'état de droit, abrogation de la loi « anticasseurs ».....	23
• Amnistie pour toutes les victimes de la répression.....	23
• Relaxe et fin des poursuites pour tous les gilets jaunes (propos Commercy).....	23
2.3.3 Des médias libérés.....	23
• Garantir l'indépendance des journalistes et leur liberté d'informer,	24
• Adopter une nouvelle loi pour renforcer la protection du secret des sources des journalistes,.....	24
• Lutter contre les procédures abusives contre les journalistes.	24
• Lutter contre la concentration des médias et assurer la transparence de leur propriété.....	24
• Assurer l'application des règles sur la transparence de la propriété de médias	24
• Créer un délit de trafic d'influence appliqué au champ de l'information.....	24
• Encourager le développement des médias citoyens	24
• Créer un conseil de presse,.....	24
2.3.3 Des droits nouveaux à l'heure du numérique	24
• Propriété des données et droit à la vie privée.....	25
2.4 Egalité et fraternité.....	25
2.4.1 Égalité entre les femmes et les hommes	25
• Éducation à l'égalité à tous les niveaux de l'enseignement,.....	25
• Lutter contre le temps partiel contraint,	25
• Refonte des grilles de classification salariales pour aller vers l'égalité hommes -femmes.....	25
2.4.2 Engager un changement des politiques migratoires.....	25
• Refonte de la politique migratoire et organisation d'une conférence nationale,	26
• Élargir les critères qui ouvrent droit au statut de réfugié.....	26
• Créer un titre de séjour unique autorisant à travailler,.....	26
• Supprimer toutes les formes d'enfermement spécifiques aux personnes étrangères.....	26
• Arrêt des violences policières à l'encontre des migrants.....	26
• Mise en application effective du principe de fraternité dans les pratiques administratives.....	26
3 Une transition écologique et solidaire, libérée de la finance	28
3.1 Reprise en main de la finance, justice fiscale et répartition des richesses.....	28
3.1.1 Des banques au service de la société	28
• Séparation des banques de détail et des banques d'investissement, contrôle social sur les banques et leur activité.	28
• Créer une grande banque publique de développement.....	28
3.1.2 Lutte contre la spéculation.....	28
• Mettre en place une taxe sur l'ensemble des transactions financières	28
• Définir des sanctions dissuasives.....	29
• Renforcer les capacités d'expertise et de contrôle de l'État, des juges financiers,.....	29
3.1.3 Reprise du contrôle de la dette	29
• Limiter la création monétaire aux banques centrales.....	29
• Aller vers une refondation de la BCE, pour la mettre au service de l'emploi et de la transition	29
Faire des monnaies locales un bien public.....	29
• Créer les conditions du développement des monnaies locales complémentaires,.....	29
32 Transition écologique.....	30
3.2.1 Accélérer la transition énergétique	30
• Quantifier et adopter un scénario énergétique pour 2050.....	30
• Isoler 750 000 logements par an	30
• Définir une réglementation qui élimine les consommations inutiles,.....	30
• Faire varier les aides à la rénovation énergétique en fonction du niveau de performance des équipements.	30
• Faire appliquer et contrôler cette réglementation par des organismes indépendants.....	30
3.2.2 Sortir du nucléaire et du fossile.....	30
• Sortir totalement du nucléaire et du fossile pour aller vers cent pour cent d'énergies renouvelables.....	30
• Ne plus financer les entreprises extractives.....	30
• Stopper immédiatement les investissements publics dans les énergies fossiles.....	31
• Basculement de la fiscalité carbone sur les entreprises les plus polluantes	31
• Moratoire sur toute augmentation de la fiscalité carbone pour les ménages, artisans et petites entreprises,.....	31
• Flécher réglementairement l'épargne populaire	31
3.2.4 La reconversion à une agriculture soutenable et porteuse d'emplois.....	31
• Développer l'agro-écologie, tripler le nombre d'actifs agricoles	31
• mettre en place un dispositif de développement agro-écologique.....	31
• Politique foncière pilotée par les collectivités locales (taxe à 100 % des plus-values foncières),.....	31
• Élaboration par chaque territoire d'un plan « Paysages de l'après-pétrole » (plan PAP)	31

• Ceintures agroécologiques périurbaines	31
• Fiscalité agro-écologique	31
3.2.4 Régulation des marchés agricoles et alimentation de qualité	32
• Politique publique de maîtrise des volumes et de régulation des marchés agricoles et de promotion du bio.....	32
• Prescrire le bio et/ou local et la réduction des gaspillages dans la restauration collective.....	32
3.2.5 Gérer la biodiversité comme un bien commun.....	32
• Redéploiement de l'élevage vers les terres et des régions pastorales.....	32
• Reconnaissance des sélections paysannes de semences.....	32
• Suppression de toute forme privée de propriété intellectuelle sur le vivant.....	32
3.2.6 Économie circulaire, sobriété, zéro déchet, zéro pollution	32
• Développer l'économie circulaire.....	33
• Limiter l'obsolescence des équipements, des produits et des services.....	33
• Allonger la durée de garantie légale.....	33
• Remplacer progressivement les matières premières par des matériaux d'origine biologique.....	33
3.3 Sortir du libre échange, reconstruire une économie régulée au service de la société...33	
3.3.1 Pour sortir du libre échange, renégocier les traités.....	33
• Mettre fin aux traités bilatéraux de libre échange.....	33
• Soumettre à référendum la résiliation d'un traité déjà signé.....	33
3.3.2 Reconstruire des régulations pour mettre en place d'un autre mode de développement et une véritable politique industrielle et de services	34
• Mise en œuvre d'une véritable politique industrielle et de services.....	34
• Définition de nouveaux critères de richesse	34
• Protection et extension de la sphère non marchande.....	34
• Création d'1 million d'emplois pour le climat.....	34
• Financer un vaste plan de création d'emplois publics.....	34
• Mettre en place des dispositifs de reconversion écologiques et énergétiques.....	34
• Instaurer une taxe kilométrique pour inciter à la relocalisation des activités.....	34
• Prendre quelques mesures phares, symboliques.....	34
3.3.3 Recherche publique et technologies	35
• Élaborer démocratiquement les objectifs, les priorités et les choix budgétaires de la politique de recherche et d'innovation.....	35
• Développer la recherche participative	35
• Élaborer une loi d'orientation de la recherche	35
• Rendre obligatoire le contrôle par la recherche publique de l'effet des évolutions technologiques sur la santé et les ressources rares.....	35
3.4 Une autre Europe, un monde plus juste	35
3.4.1 Une autre construction européenne	35
• Remise en cause des traités de Maastricht, d'Amsterdam, de Lisbonne et du Traité sur la stabilité budgétaire.....	36
• Harmoniser la fiscalité au niveau européen en mettant en place un serpent fiscal européen.....	36
• Réforme de la Banque centrale européenne (BCE)	36
3.4.2 Solidarité internationale.....	36
3.4.3 Renforcement des institutions internationales et régulation à l'échelle mondiale	36
• Mise en place d'une régulation à l'échelle mondiale des marchés financiers et du commerce.....	36
• Mise en place d'une 3ème génération de droits écologiques et numériques à l'échelle internationale.....	36
• Renforcement des institutions internationales (ONU, agences et accords multilatéraux).....	36

NB Beaucoup de propositions sont formulées par divers mouvements dans des termes voisins. **Nous avons choisi l'une des formulations**, souvent la plus opérationnelle et la plus précise, afin de rester lisibles. **Des liens permettent de remonter aux sources et d'en savoir plus.**

Ces liens renvoient souvent vers **Les Jours Heureux**, qui constituent déjà une synthèse de propositions, réalisée fin 2016 à laquelle ont participé la plupart des membres du collectif.

1 Justice sociale et égalité

Nous nous révoltons contre la vie chère, la précarité et la misère. Nous voulons, pour nos proches, nos familles et nos enfants, vivre dans la dignité. 26 milliardaires possèdent autant que la moitié de l'humanité, c'est inacceptable (Appel de Commercy 27 jan)

1.1 Justice sociale et territoriale

1.1.1 Des revenus et des conditions de vie décents pour tous

Revendications

Commercy : Augmentation immédiate des salaires, des minima sociaux, des allocations et des pensions. Garantie de revenus décents pour tous. Solidarité, amélioration de l'aide aux plus démunis et aux personnes en situation de handicap. Égalité hommes-femmes

ATTAC : Meilleure répartition de la richesse produite par le travail, augmentation des salaires les moins élevés et plafonnement des salaires les plus élevés (Commercy) Instituer des tranches supplémentaires d'impôt sur le revenu (ATTAC)

Propositions des mouvements citoyens

● Des écarts de revenus de 1 à 10.

Revaloriser fortement des bas revenus et limiter les très hauts revenus. Le montant de la rémunération minimale (salaire et primes) appliquée dans une entreprise, calculé en équivalent temps plein, ne pourra être inférieur au 1/20, chiffre à débattre, de la rémunération individuelle la plus élevée (soit 1 à 10 après impôt)

● Revalorisation du SMIC

Revalorisation du SMIC à 1800 euros par mois (1521 € actuellement), à l'exemple de l'Espagne ou le gouvernement vient de décider une augmentation de 22 % du SMIC. [Voici](#) la position de la CGT. [Voir ici](#) la position de FO
(propos Commercy)

● Revalorisation des minima sociaux

Augmentation du RSA et l'ASS de 40 % à 50 % sur deux ans, revalorisation des autres minima sociaux, dont l'AAH (allocation adulte handicapé) et l'ASPA (allocation de solidarité aux personnes âgées) de 25 % sur deux ans.

[Voir ici](#) idem

● Égalité hommes-femmes

Égalité salariale entre les femmes et les hommes. Mettre en place des pénalités dissuasives pour les entreprises qui ne respectent pas la loi « Avenir professionnel » à l'échéance de 2022 et étendre la loi aux entreprises de moins de 50 salariés

Sources, pour en savoir plus

Les Jours heureux, nov 2016, *Vers des écarts de revenus de 1 à 10*, par Jean Gadrey, Gaël Giraud, Camille Lambert, Cécile Renouard [Voir ici](#)

CGT : salaire minimum : augmenter le SMIC, c'est nécessaire et c'est maintenant [Voir ici](#)

FO : les annonces du gouvernement ne sont pas suffisantes [Voir ici](#)

1.1.2 Revalorisation des retraites

Revendications

Commercy : Revalorisation des retraites, droit à la retraite quand le nombre de trimestres cotisés est atteint, prise en compte de la pénibilité, maintien de la pension de réversion

Propositions des mouvements citoyens

- Retraite à 60 ans

Retraite à 60 ans quand le nombre de trimestres cotisés est atteint, prise en compte de la pénibilité, maintien de la pension de réversion Revalorisation des retraites pour permettre à chacun de vivre (ce qui signifie en particulier refus d'une retraite par points)

- Création d'un service public de la dépendance

, et non d'un système d'assurances privées, qui assure la prise en charge effective de toutes les personnes dépendantes, en l'intégrant dans le contrat social, et une revalorisation des conditions de travail des personnes aidantes pour leur permettre de faire un travail de qualité [Voir ici](#) l'interview de François Ruffin

1.1.3 Justice fiscale pour les particuliers et les entreprises

Revendications

Commercy : Rétablissement de l'ISF, Réforme du CICE, instaurer une meilleure justice fiscale pour les particuliers et et/ou les entreprises. (propos Commercy)

ATTAC Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), le crédit d'impôt pour la recherche (CIR), doivent être supprimés ou réservés aux PME. Rétablir la progressivité de l'impôt sur les revenus du capital, supprimer la taxe au taux unique de 30 %

Propositions des mouvements citoyens

- Supprimer les niches fiscales inutiles.

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), le crédit d'impôt pour la recherche (CIR), doivent être supprimé ou a minima réservé aux PME. Les sommes en jeu sont colossales : CICE : 40 milliards, CIR 6 milliards.

- Faire de la CSG une contribution progressive.

Faire de la CSG une contribution progressive (et non proportionnelle) et affecter celle-ci au budget de la sécurité sociale et non au budget de l'État. Cette réforme va de pair avec un réexamen des 27 milliards d'exonérations de cotisations sociales

- Rendre la TVA plus juste en réduisant son poids, avec taux zéro sur les produits de première nécessité

Rendre la TVA plus juste en réduisant son poids, avec une TVA à taux zéro sur les produits de première nécessité. Compte tenu des sommes en jeu (recettes totales : 200 milliards en 2017), une réflexion d'ensemble sur les recettes publiques est nécessaire. Revendication commune des gilets jaunes et des stylos rouges manifestant ensemble à Martigues

- Rétablir la progressivité de l'impôt sur les revenus du capital, supprimer la taxe au taux unique de 30 %

- Rétablir et rénover l'ISF, afin d'élargir l'assiette de l'imposition du patrimoine

- Imposer le bénéfice là où il est créé,

en proportion du chiffres d'affaires, afin d'empêcher les multinationales de déclarer artificiellement leurs bénéfices dans des paradis fiscaux

Sources, pour en savoir plus

Les Jours heureux, nov 2016, *Reprendre en main la finance* Geneviève Azam, Gaël Giraud, Thomas Coutrot, Dominique Plihon, Cécile Renouard [Voir ici](#)

1.1.4 Réorientation radicale du budget de l'État

Il n'y aura pas de changement de cap sans mettre fin au pillage des finances publiques par les actionnaires et les fonds d'investissement spéculatifs et au laisser-faire en matière d'évasion fiscale et de fraude, qui représentent aujourd'hui près de 7 % du PIB : (ISF : 5 Milliards, CICE : 40 milliards, évasion fiscale consentie : 60 à 80 milliards, Flat tax : 3 milliards, dégrèvements sociaux : 27 milliards, fraude sociale : 20 milliards). Ce gaspillage représente plusieurs fois le déficit budgétaire (61 milliards). Selon le principe « A chacun selon ses capacités contributives », les entreprises multinationales, les banques et les plus riches doivent participer à travers l'impôt, et non la philanthropie, à l'indispensable reconversion de l'action publique pour la solidarité et la reconversion écologique.

Revendications

Commercy : Rétablissement de l'ISF, Réforme du CICE

ATTAC Renforcer la progressivité de l'emploi sur le revenu. Instituer des tranches supplémentaires d'impôt sur le revenu

Propositions des mouvements citoyens

● Renforcer la progressivité de l'impôt sur le revenu.

Instituer des tranches supplémentaires d'impôt sur le revenu. Nombre de tranches de l'impôt sur le revenu (IR) porté de 5 à 9, avec un taux marginal porté à 70 % au lieu de 45 %. Même progressivité pour la fusion de l'IR et de la CSG (contribution sociale généralisée). Au total, 90 % des ménages, les moins riches, auront un taux moyen d'imposition inférieur ou égal au taux actuel.

● Rétablir et rénover l'ISF, afin d'élargir l'assiette de l'imposition du patrimoine (ATTAC)

● Accroissement de l'impôt sur les successions :

taxation importante des héritages et des donations dès lors que les sommes héritées dépassent un certain seuil. Nous revenons à une société d'héritiers : les richesses provenant du passé progressent mécaniquement plus vite que les richesses produites par le travail, le passé tend à dévorer l'avenir (Thomas Piketty) [Voir ici](#)
Le retour des héritiers Alter Éco

● Remettre la fiscalité sur ses pieds

Réorientation radicale du budget de l'État pour instaurer une fiscalité progressive sur les détenteurs des hauts revenus et du capital financier.

Sources, pour en savoir plus

Les Jours heureux, nov 2016, *Reprendre en main la finance* Geneviève Azam, Gaël Giraud, Thomas Coutrot, Dominique Plihon, Cécile Renouard [Voir ici](#)

Une démocratie sans corruption

Revendications

Commercy Moralisation de la vie politique

ATTAC Campagne pas avec notre argent !

Propositions des mouvements citoyens

● Sanctionner l'évasion fiscale des personnes physiques et morales ayant le statut de résidents, renforcer les corps de contrôles et appliquer réellement les sanctions.

LuxLeaks, SwissLeaks, Panama Papers, Paradise Papers... Malgré les scandales et les effets d'annonce, les paradis fiscaux continuent à prospérer. Les grandes banques et les cabinets d'affaires, qui jouent un rôle clé dans l'industrie de l'évasion fiscale, n'ont toujours pas changé leurs pratiques. Au niveau de l'Union Européenne jusqu'à 1 000 milliards d'euros sont perdus chaque année en raison de l'évasion fiscale et de l'évitement fiscal. En France, ce sont 60 à 80 milliards d'euros qui échappent au budget annuel de l'État à cause de la fraude et de l'évasion fiscale. Des sommes qui permettraient de répondre aux urgences sociales et écologiques et créer des centaines de milliers d'emplois. Qu'elle soit légale ou pas, l'évasion fiscale aggrave fortement les déficits publics, contribue à l'injustice fiscale et à une baisse du consentement à l'impôt. Elle

mine ainsi l'un des piliers de la démocratie et sert d'argument à l'affaiblissement des services publics et de la protection sociale.

Sources, pour en savoir plus

Les Jours heureux, nov 2016, Démocratie sans corruption, Anne-Catherine Husson-Traoré, Corinne Lepage [Voir ici](#)

ATTAC, juillet 2018, 60 milliards de fraude et d'évasion fiscale, ? # pas avec notre argent !, <https://france.attac.org/nos-publications/affiches-tracts/article/60-milliards-de-fraude-et-d-evasion-fiscales-pasavecnotreargent>

1.1.5 Partage du travail et plein emploi

Contrairement aux discours, la **lutte pour le plein-emploi n'est pas un objectif du gouvernement**, car la précarité et le chômage entretenus sont très utiles pour faire pression sur les salaires et de contenir l'inflation. Le **partage du temps de travail** constitue un véritable changement de cap. Au lieu de défiscaliser les heures supplémentaires, le partage du temps de travail libère du temps pour les loisirs, accroît l'emploi, contribue au maintien de la santé, abaisse les coûts sociaux du chômage.

Revendications

Commercy Abrogation de la loi El Khomri (Moins de CDD et plus de CDI).

Revenus du chômage = travail d'intérêt général en fonction de son savoir-faire et de ses possibilités pour le commun

Propositions des mouvements citoyens

● Loi permettant aux entreprises d'embaucher en réduisant le temps de travail sans surcoût.

Le dispositif est neutre pour la dépense publique car le coût public du chômage dépasse 100 milliards d'euros par an

● Abrogation de la loi El Khomri et des ordonnances Macron

(fusionnant les comités d'entreprises, les délégués du personnel et les comités d'hygiène et de sécurité), et au contraire renforcement du Code du travail pour limiter la flexibilité et la précarité et améliorer les conditions de travail [Voir ici](#) une information sur les ordonnances Macron

● Réforme de Pôle Emploi

pour revenir à un véritable accompagnement des chômeurs, augmentation des moyens, remise en cause du décret criminalisant des chômeurs (« *Mon permis de conduire a été suspendu pour 5 mois. Si on me propose un poste qui exige un permis, je n'ai pas le droit de le refuser sinon je serais radié* ». William, technicien d'assainissement, Clermont-Ferrand).

● Recréer des contrats aidés sans la précarité

250 000 emplois ont été délibérément supprimés en 2 ans par le gouvernement. Aider les associations et les collectivités à embaucher pour une durée d'au moins 24 mois des seniors, des jeunes (contrats d'avenir), des personnes fragiles, des personnes souffrant d'un handicap, en leur permettant de retrouver une utilité sociale et d'insertion dans le monde du travail Le coût budgétaire de 9000 € par an est largement compensé par les économies de chômage et les cotisations sociales générées.

[Voir ici le clip](#) où un ex-contrat aidé du Pas de Calais dit l'injustice qu'il ressent, avec la participation active des maisons de quartier et des centres sociaux de Flandre maritime, des hommes et des femmes en contrats aidés, des bénévoles, des habitants <https://www.youtube.com/watch?v=iQoDREKPMQ4>

● Débat national sur le revenu inconditionnel et universel.

en s'appuyant sur des conventions de citoyens, avec des expérimentations encouragées sur des territoires volontaires

Sources, pour en savoir plus

Les Jours heureux, nov 2016, Vers des écarts de revenus de 1 à 10, par Jean Gadrey, Gaël Giraud, Camille Lambert, Cécile Renouard [Voir ici](#)

Les Jours heureux, nov 2016, Partager le travail, *Dominique Méda et Jean-Marie Perbost* [Voir ici](#)

« Du travail pour tous Site» [Voir ici](#)

Collectif des associations Citoyennes, avril 2018, *Propositions du pour remplacer les contrats aidés* [Voir ici](#)

1.2 Accès à la santé et sécurité sociale pour tous

1.2.1 La santé pour tous, avec tous

Revendications

Commercy Amélioration les conditions de travail et de soins dans les hôpitaux.

Amélioration des conditions de remboursement de la sécu [c'est-à-dire arrêt des dé-remboursements de médicaments, remboursement des lunettes et des soins dentaires, etc.]

Coordination Défense des Hôpitaux et maternités de proximité : garantir en tout lieu du territoire, et pour toutes et tous, une offre de soins sécurisée et de qualité. le financement de la santé n'est pas un coût mais un investissement créatif et solidaire au bénéfice de toutes et tous.

Propositions des mouvements citoyens

● Développement d'une politique de santé incluant le bien-être physique, social et mental

Développement d'une politique de santé conçue comme « un état complet de bien-être physique, social et mental, et pas seulement l'absence de maladie ou d'infirmité » (définition de l'OMS), et abandon de la conception néolibérale de la santé, aux conséquences sociales et sanitaires désastreuses (cf. Etats-Unis). Cette conception de la santé inclut tous les éléments de la vie en société, y compris, le chômage, l'environnement, la consommation,... Elle considère les habitants comme « acteurs de leur propre santé », et met en avant la prévention, l'action collective et l'éducation à la santé. [Voir ici](#) l'ex. de l'ACSBE (association communautaire santé bien-être à Saint-Denis)

● Loi « santé environnement »

pour aller vers une transparence des tests et des choix, l'indépendance de l'expertise publique, de la mise en place de conférences citoyennes. Conforter le rôle social des mutuelles à but non lucratif, instaurer de nouveaux droits, notamment concernant le « 5^e risque » (dépendance), développer une approche préventive et non uniquement réparatrice et indemnitrice, renforcer la médecine du travail et la médecine scolaire

● Forte revalorisation des moyens des hôpitaux publics, des maternités et des maisons de retraite non lucratives.

Remise en cause du travail à la chaîne, pour retrouver la qualité et le sens du travail. Mise à plat des besoins, des moyens nécessaires et des méthodes de travail. Garantir les moyens humains et financiers permettant aux établissements publics de santé et à l'hôpital public de remplir l'intégralité de leurs missions

Voir ici Convergence Nationale des Services Publics *Pour une reconquête de la Sécu*

● Développer tout au long de la vie la prévention et le dépistage

dans le cadre d'une approche globale de la santé (aspects médicaux psychologiques sociaux et environnementaux). Interventions de professionnel-le-s de santé et de travailleur-euse-s sociaux-ales dans l'enseignement (de la maternelle à l'université, au travail, dans les communes et les quartiers, tout au long de la chaîne de soin).

● Prise en charge à 100% des soins, de la perte d'autonomie et de de la prévention, par la sécurité sociale.

Cela passe par la suppression progressive de tous les restes à charge et frais induits (franchises médicales, dépassements d'honoraires, activités privées à l'hôpital)

● Une mutuelle pour tous.

Conforter le rôle social et le caractère démocratique des mutuelles à but non lucratif, reposant sur des valeurs de solidarité, de gestion partagée et de respect de tous sans discrimination. Instaurer un crédit d'impôt ou un chèque santé pour rendre universel l'accès à la couverture complémentaire et lutter contre les renoncements aux soins. Supprimer la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) de 7 % dans le cas des contrats responsables et solidaires des mutuelles. [Voir ici](#) l'exemple de la Mutuelle des pays de Vaucluse, qui a réussi à conserver l'esprit initial des mutuelles de travailleurs

Sources, pour en savoir plus

Coordination des Comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité Manifeste : Pour un service public sanitaire égalitaire, solidaire, de proximité [voir ici](#)

Les Jours heureux, nov 2016, Pour une véritable politique de la santé environnementale, par un collectif de 9 personnes [Voir ici](#),

Les Jours heureux, nov 2016, Pour un renouveau de notre sécurité sociale, Emmanuelle Heidsieck, Anne-Marie Thomazeau, Leonora Trehel, Marc Zamichiei, [Voir ici](#)

1.2.1 Repenser l'organisation et l'indépendance de la santé

Revendications

Commercy face aux déserts médicaux, obliger les médecins et personnels de santé d'exercer dans la collectivité où ils se sont formés pendant 5 ans

Commercy : Arrêt des pesticides de type Glyphosate, Monsanto et autres

Claudine, marcheuse du Puy-en-Velay à Paris : « *On nous parle de taxe carbone, mais on ne fait rien contre Monsanto qui empoisonne nos gosses* »

Défense des hôpitaux et maternités de proximité Maintien des hôpitaux et les maternités de proximité et développement de la santé communautaire, avec l'avis de la population et des élus, afin de limiter les transferts et les déplacements et prendre en compte toutes les fonctions de ces structures [voir ici](#)

Propositions des mouvements citoyens

● Supprimer les déserts médicaux

Face au problème de démographie médicale : recensement des besoins par bassins de vie. Suppression du numerus-clausus. Mise en place d'une « obligation à servir » temporaire. Développement de la formation initiale et continue des professionnel-le-s de santé. Amélioration de l'intégration des professionnel-le-s à diplôme étranger. Envisager la transition de la médecine générale libérale vers une médecine générale de type salariale (Défense des hôpitaux et maternités de proximité)

● Création d'un service public de santé de proximité

s'appuyant prioritairement sur un maillage territorial en centres de santé pluridisciplinaires. Maillage territorial, gradation des soins et complémentarité entre les établissements (idem).

● Évaluations publiques indépendantes des effets des médicaments, des pesticides, processs industriels, etc.

Donner à des laboratoires publics indépendants, financés à 100 % sur fonds publics, les moyens d'évaluer les effets sanitaires, environnementaux sociaux, économiques des médicaments, pesticides et engrais chimiques, ainsi que des processs industriels, etc., avec des sanctions dissuasives pour les personnes morales et physiques responsables d'atteintes grave à la santé publique. Ces résultats seront débattus par des **conférences nationales et locales** intégrant des agriculteurs, des scientifiques et des citoyens,

● Socialiser le médicament

Création d'un pôle public du médicament, comprenant usager-e-s, professionnel-le-s, élu-e-s, administratifs et membres des entreprises concernées, devrait garantir l'indépendance et l'intensification de la recherche, la qualité et l'efficacité des produits, le faible coût, et garantir rapidement la libre diffusion des produits (idem).

● Indépendance de la formation initiale et continue des professionnel-le-s de santé

vis-à-vis de l'industrie pharmaceutique et biomédicale, en remplaçant les visiteurs médicaux par des conseillers financés sur fonds publics appuyés par le pôle public de la santé et ses relais locaux (idem).

Sources, pour en savoir plus

Coordination des Comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité Manifeste : Pour un service public sanitaire égalitaire, solidaire, de proximité [Voir ici](#)

Les Jours heureux, nov 2016, Pour une véritable politique de la santé environnementale, par un collectif de 9 personnes [Voir ici](#),

1.2.2 Se réappropriier la sécurité sociale et les politiques de santé

Revendications

A compléter

Propositions des mouvements citoyens

- Débat sur l'avenir de la protection sociale

Large débat citoyen sur l'avenir d'une protection sociale reposant sur le droit à la santé pour tous et la prévention. Améliorer les prises en charge par l'Assurance maladie, revaloriser les actes et tarifs opposables, réguler l'activité sanitaire sur des bases d'efficacité sanitaire et non de maîtrise purement comptable. Développement d'une approche préventive et pas uniquement réparatrice et indemnitrice, renforcement de la médecine du travail et de la médecine scolaire.

Voir aussi Convergence Nationale des Services Publics, *Pour une reconquête de la Sécu*

- Mise en place de collectifs régionaux et locaux d'observation sanitaire

(indépendants des ARS dont nous demandons la disparition) regroupant des professionnel-le-s de santé, des citoyen-ne-s, l'Etat, des élu-e-s, afin d'établir des bilans objectifs et d'élaborer des plans locaux de santé.

La question de la réorientation, voire de la suppression des ARS est un débat important à approfondir

- Élargissement du financement de la Sécurité sociale à toute la valeur ajoutée produite,
y compris le travail des robots, et les revenus financiers

- Remise en cause des exonérations et autre dégrèvements sur les cotisations sociales accordés aux entreprises

(27,5 milliards d'euros en 2018) accumulées depuis 20 ans et réexamen des barèmes pour rendre les cotisations plus progressives.

[Voir ici](#), par un collectif de 9 personnes *Pour une véritable politique de la santé environnementale*

Voir aussi Convergence Nationale des Services Publics, *Pour une reconquête de la Sécu*

- Lutter contre la fraude aux cotisations sociales des entreprises

dont le montant s'élèverait à 20 milliards par an (sous-déclarations, fraude au travail détaché, au travail sur Internet, etc.). [Voir ici](#) le rapport de la Cour des Comptes. Renforcer les moyens de contrôle, insuffisants et en baisse.

- Revenir à l'universalité des allocations familiales

Suppression de la modulation des allocations familiales selon les conditions de ressources versement de la prime . Elles relèvent de notre système de protection sociale basé sur la solidarité entre ceux qui ont des enfants et ceux qui n'en ont pas.

- Retour à une gestion démocratique de la Sécurité sociale.

La protection sociale, c'est 34 % du PIB (produit intérieur brut). Les décisions la concernant ne peuvent être confisquées par des experts, sous le seul angle de la réduction des coûts. Les prestations sociales doivent avoir une dimension collective et universelle. Élire, et non désigner, les administrateurs des caisses de Sécurité sociale (Les dernières élections ont eu lieu en 1983) .

Sources, pour en savoir plus

Les Jours Heureux, nov. 2016, *Pour un renouveau de notre Sécurité sociale* Emmanuel Heidsick, Anne-Marie Thomazeau, Leonora Trehel, Marc Zamichieri [Voir ici](#)

Convergence Nationale des Services Publics, *Pour une reconquête de la Sécu* [Voir ici](#)

Droit inconditionnel à l'éducation et aux services publics

1.2.2 Droit à l'éducation

Revendications

Commercy : Nous exigeons (...) un droit inconditionnel à l'éducation, à des services publics gratuits et pour tous.

Amélioration du système éducatif, renforcement des moyens et de l'accessibilité de l'école

Suppression de ParcoursSup et de la réforme des lycées en cours
Relancer le plan de construction des universités

Revendications des mouvements étudiants ?

Propositions des mouvements citoyens

● Transformation complète de Parcoursup

pour instaurer un mode d'affectation des étudiants équitable et transparent des élèves. Maintien de la valeur nationale du baccalauréat afin de d'éviter les discriminations liées à un classement des lycées. Revalorisation du bac pro « *Parcours Sup est une atteinte à nos libertés l'augmentation des frais de scolarité pour les étudiants étrangers est une injustice indigne de la République* » (Marius, 15 ans, Gare Saint-Lazare)

● Publication des algorithmes

et débat démocratique sur les critères d'affectation des étudiants. [Voir ici](#) UNEF De nouvelles données illustrent le caractère discriminatoire de Parcours Sup

● Étudiants étrangers : retour à des droits d'inscription modiques

« *Macron exige que les étudiants étrangers et 4000 € de frais pour un Master. Plus aucun latino-américain ne pourra venir ici* ». (Antonio, chilien, intermittent)

● Mise en place d'un véritable plan d'investissements dans l'enseignement supérieur :

moyens de fonctionnement des universités (postes, moyens matériels), constructions répartition géographique, pour aller vers une répartition équilibrée d'un enseignement supérieur de qualité

● Remise en cause des critères de classement « dits de Shangai » des universités,

uniquement destinés à sélectionner des « premiers de cordée », pour favoriser une qualité d'ensemble de la formation des étudiants

Éducation gratuite, égalitaire, coopérative avec un accompagnement pour les élèves en difficulté, démarche coopérative, association des parents. Reconnaissance des pédagogies alternatives et un droit à l'expérimentation.

Sources, pour en savoir plus

A compléter avec sources mvts étudiants

1.2.3 Couverture territoriale des services publics

Revendications

Commercy : Des services publics gratuits et pour tous

Réaménager le territoire en services de proximité (transport, poste, école, santé, culture loisirs, etc.)

Développement et amélioration des **réseaux Internet et téléphoniques** (zone privée)

Propositions des mouvements citoyens

● Maintenir les services publics de proximité

(Postes, perceptions, maternités et hôpitaux de proximité, transports, collèges,...) afin de disposer d'une gamme cohérente de services publics au niveau des bassins de vie, et et soutenir la remunicipalisation des services d'eau et d'assainissement, moins onéreux pour la collectivité

● Droit à l'accès aux services publics, eau, gaz, électricité, transports, cantines,...

opposables, et gratuité de certains services publics de base (à débattre) [Voir ici](#) les propositions de la fondation France libertés Agir pour rendre le droit à l'eau effectif

● Couverture en très haut débit de la totalité du territoire

(> 2Mbits) pour mobiles et internet, comme le fait L'Eure et Loir, où une quarantaine d'antennes sont déployées d'ici 2020, en attendant le déploiement de la fibre (Ceci ne résoud pas le problème de la modernisation des centraux téléphoniques, rendu plus difficile du fait de la privatisation de France Télécom)

[Voir ici](#) l'exemple de l'Eure et Loir

A compléter avec une relecture du manifeste

Sources, pour en savoir plus

Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics Manifeste [Voir ici](#)

Citer Yves Alexandre

Transports : sortir progressivement d'une civilisation de la voiture

Revendications

Commercy : Amélioration (coût, desserte) des transports publics. Services publics gratuits et pour tous

A compléter avec sources écologistes

Propositions des mouvements citoyens

● Garantir les lignes ferroviaires du quotidien

Rouvrir les gares et les lignes. Priorité aux transports collectifs et au fret. Garantir les lignes ferroviaires du quotidien, rouvrir les gares et les lignes permettant de réduire l'usage des véhicules individuels et développer le fret pour réduire le nombre de camions sur les routes. Cela nécessite un plan d'investissements massifs au niveau des réseaux ferrés et du matériel, pour aller vers retour à un service public du rail.

● Abandonner les 7 nouveaux projets d'autoroute (CGO, A69,...)

et basculer les financements se sur les transports collectifs du quotidien et mobilités douces, notamment en milieu rural et périurbain.

● Soutenir la mise en place de transports gratuits de proximité en milieu urbain et rural.

Le transport est considéré comme un Commun, qui permet l'exercice d'un droit. [Voir ici](#) Rencontre des villes du transport gratuit à Dunkerque [Rechercher des exemples en milieu rural \(Figeac ?\)](#)

● Développement de services communs de covoiturage, transports à la demande, location de voitures

● Débat citoyen pour sortir d'une civilisation de la voiture

Lancement d'un débat citoyen pour voir comment sortir progressivement d'une civilisation de la voiture pour aller vers des de transport soutenables : transports collectifs, auto-partage, priorité au développement de véhicules légers, de taille réduite, quasi-zéro pollution, mutation vers des véhicules hybrides électrique et gaz d'origine renouvelable (non fossile) pour les déplacements interurbains de personnes, les utilitaires et les poids lourds.

Sources, pour en savoir plus

Les Jours Heureux, nov. 2016, *(Re)créer une urbanisation de convivialité*, Alexandre Bouton, Dominique Gauzin-Müller, Frank Hovorka, Thierry Salomon [Voir ici](#)

ATTAC, 30 janvier 2019, *14 mesures pour amorcer la transition écologique*, [Voir ici](#)

Wikipedia, *Gratuité des transports en commun* [Voir ici](#)

1.2.5 Garantir à tous l'accès aux biens et services essentiels

Revendications

UFC que choisir : Orienter les comportements de tous les acteurs vers une consommation plus vertueuse, respectueuse de la santé de l'environnement, en s'attaquant à diverses rentes et dysfonctionnements du marché, afin de garantir à tous l'accès aux biens et services essentiels, où qu'ils se trouvent sur le territoire et quels que soient leurs revenus

A intégrer : les propositions de la CSF

Propositions des mouvements citoyens

● Supprimer les commissions d'intervention en cas d'incident bancaire

et simplifier le changement de banque avec la portabilité du numéro de compte bancaire afin de parvenir à des relations équitables entre les banques et les particuliers.

Sources, pour en savoir plus

UFC Que Choisir, 4 février 2019, *Pour une progression durable du pouvoir d'achat de 9 milliards d'euros* [Voir ici](#)

1.3 Des territoires où vivre et travailler

Le retour à une politique d'aménagement du territoire volontariste et partagée est indispensable pour organiser la transition écologique et sociale, mieux équilibrer les activités et les hommes sur les territoires, répartir équitablement les moyens et les services. C'est au niveau local qu'on peut organiser la participation des habitants à la définition des objectifs et à la réalisation des actions.

1.3.1 Un aménagement du territoire débattu et partagé

A retravailler avec les doct de G Doré et les productions de l'UNADEL

Revendications

ATTAC : moratoire sur tout nouveau projet d'étalement urbain, résidentiel ou commercial (centres commerciaux, grands projets inutiles)

Propositions des mouvements citoyens

- Des schémas nationaux, régionaux et locaux d'aménagement du territoire

Des schémas nationaux, régionaux et locaux d'aménagement du territoire, débattus par des assemblées de citoyens, pour organiser la transition à travers un développement équilibré et responsable des activités et des populations sur les différents territoires en matière d'urbanisme, de services publics, d'emploi, d'éducation, de santé, de transports, de préservation de la biodiversité et des espaces naturels, etc... (abandon des politiques de compétitivité et de concurrence entre territoires)

- Assouplissement et démocratisation des intercommunalités.

L'application brutale de la loi nôtre par les préfets a conduit à des formes de gigantisme et de bureaucratisation, parfois absurdes, qui éloigne la décision des citoyens et donne pouvoir à la technocratie. Il est proposé de démocratiser le fonctionnement des communautés de communes, pour redonner aux communes un rôle de démocratie de proximité, de développer les capacités d'expertise citoyenne des assemblées communautaires, avec des moyens, de rendre obligatoire la publication en ligne des compte rendu de mandat, des compte rendu des séances, et de développer des consultations citoyennes et des référendum au niveau des communautés de communes

- Élaboration partagée de projets de développement local

participatifs, écologiquement responsables et solidaires, co-construits avec des assemblés de citoyens, les élus et tous les partenaires du territoire, pour mobiliser les énergies de tous et inventer les filières d'activités de demain

- Promouvoir une politique publique cohérente de lutte contre l'étalement urbain

Promouvoir une politique publique cohérente de lutte contre l'étalement urbain, résidentiel ou commercial (centres commerciaux, grands projets inutiles), en redonnant à l'action publique le pouvoir de règlementer et d'innover. On peut s'appuyer sur des exemples comme Rennes, qui a su maintenir une ceinture verte autour de la ville centre, a préféré l'essor de « villettes » à l'agrandissement de la ville centre, en développant des transports urbains de proximité avec une culture de l'animation [Voir ici](#) l'exemple de Rennes

- Revaloriser les centres-ville en y re-développant le commerce, des espaces de rencontres, des équipements culturels et des cinémas.

- Adopter la proposition de loi « pacte pour la revitalisation des centres villes et des centres bourgs » qui propose de nombreux outils

Sources, pour en savoir plus

UNADEL Publications, outils, débats de l'UNADEL (Union natle des acteurs du développement local) [Voir ici](#) *A préciser avec l'UNADEL, d'autant que le travail de groupes tels que « pratiques participatives est protégé par un mot de passe*

Fondation « Mieux aborder l'avenir » <http://www.savigny-avenir.fr/2014/04/01/democratiser-les-intercommunalites-gwenael-dore/>

Sénat, juin 2018, Pacte national pour la revitalisation des centres villes [Voir ici](#)

1.3.2 Un effort massif d'urbanisme et de logement

Revendications

Commercy Respect du droit au logement, politique plus favorable en faveur de l'accès à des logements de qualité

ATTAC Mettre en place une politique d'encadrement des loyers et du foncier

DAL Un toit c'est un droit ! Il faut continuer le combat pour le retrait de la loi Elan, cette loi rétrograde, agglomérat de mesures dont l'objectif est de permettre aux premiers de cordée de faire de l'argent (DAL)

Marseille, comité du 5 novembre Un véritable urbanisme pour vivre dignement dans des immeubles sécurisés « *Si les gens vivent dans des immeubles qui leur tombent dessus ou dans des appartements insalubres, ils n'ont pas le pouvoir de vivre dignement* »

Propositions des mouvements citoyens

● En finir avec le mal-logement et le prix excessif de l'immobilier en centre ville, développement des logements sociaux.

« *C'est aberrant de nous taxer de non écolo, alors que les multinationales, en ruinant nos centres-villes et continuent de supprimer des emplois, nous obligent à aller toujours plus loin pour bosser* ». Sébastien, GJ marcheur de Mende à Paris [Voir ici](#) les chiffres du mal-logement

● Remettre en cause la loi ELAN,

qui organise le logement cher, aggrave la crise du logement, accroît l'exploitation des mal-logés, des locataires et des accédants. La vente massive des logements sociaux, ouvert aux marchands de sommeil, le rapt de la trésorerie des HLM par l'État, l'accélération des expulsions de soldats en difficulté, la mise en place d'une obsolescence programmée des bâtiments, le bétonnage du littoral figurent parmi les mesures emblématiques de cette loi

● Refonte de la fiscalité sur le foncier et le bâti

afin d'y intégrer les surcoûts induits par l'étalement urbain

● Financer un vaste plan de rénovation et d'isolation des bâtiments existants

en mettant la priorité aux matériaux produits localement et/ou bio sources et, en privilégiant les ménages modestes touchés par la précarité énergétique

● Programme de réhabilitation massive, énergétique et fonctionnelle, de 750 000 logements existants.

Ce programme doit inclure la nécessité d'isoler 750 000 logements par an (voir transition énergétique), au niveau basse consommation, en particulier pour les ménages précaires. La grande majorité des logements indignes et des "passoires thermiques" se situent dans le parc privé. Cela suppose des mécanismes financiers incitatifs mêlant subventions et prêts, modulables en fonction des ressources.

● Une urbanisation écologique de qualité pour tous,

De nombreux exemples montrent qu'une urbanisation de qualité est possible à un coût raisonnable. Pour en finir avec les cages à lapin pour les pauvres et les écoquartiers pour les riches, il est nécessaire de réglementer. Les nouvelles opérations urbaines, en neuf ou en rénovation, doivent être soumises aux conditions suivantes : interdiction en périphérie tant que l'impossibilité de le faire en centre-ville n'a pas été prouvée, association réelle des habitants et des riverains aux choix, en faisant appel à leur expertise d'usage, création de modes de transports alternatifs, rapides et interconnectés, bilan net 04 pour les-énergies non renouvelables », les émissions de gaz à effet de serre, les déchets toxiques. Interdiction de tout nouveau projet sur des espaces à forte valeur de biodiversité.

Sources, pour en savoir plus

ATTAC, 30 janvier 2019, 14 propositions pour la transition écologique [voir ici](#)

Droit au Logement. 20 novembre 2018, La loi Elan, une régression historique pour les locataires [Voir ici](#)

Les Jours heureux, nov 2016, *En finir avec le mal-logement*, Sandrine Buresi et Bertrand Lapostolet [Voir ici](#)

Les Jours heureux, nov 2016, *(Re)créer une urbanisation de convivialité*, Alexandre Bouton, Dominique Gauzin-Müller, Frank Hovorka, Thierry Salomon [Voir ici](#)

1.3.3 Développement économique local : appui aux entreprises solidaires de leur territoire, aux SCOP, aux SCIC, etc.

Revendications

Commercy Réformer favorablement la fiscalité des entreprises (propos Commercy)

GJ Est parisien, manifestation du 1^{er} décembre : Promouvoir un patriotisme économique des entreprises

Thomas, GJ jeune entrepreneur, Nantes Je suis obligé de faire du black pour survivre. 1/3 de mon chiffre d'affaires se fait en espèces : c'est la seule solution pour s'en sortir face au poids des charges.

Propositions des mouvements citoyens

● Soutien aux PME locales

qui jouent le jeu en matière de solidarité avec le territoire, d'emploi, et de trace écologique, et réflexion sur l'évolution de la fiscalité, la comptabilité et la normalisation auxquelles sont soumises les PME locales.

1.3.3.2

● Développement des formes alternatives d'entreprises, solidaires avec le territoire,

telles que les SCOP, les SCIC, les mutuelles locales et les sociétés d'entraide et aux initiatives publiques, privées, associatives porteuses d'alternatives (il ne s'agit pas de toutes les entreprises qui se réclament de l'ESS) [Voir ici](#) l'exemple d'Ardelaine, coopérative autogérée et solidaire depuis 40 ans au sein d'un territoire

Sources, pour en savoir plus

[Voir les productions du MES et de REPAS](#)

1.3.4 Fin de l'abandon des quartiers populaires

Le rapport Dubedout de 1982 appelait à faire des habitants les acteurs du changement. Mais ce langage est incompréhensible aux technocrates, et, 35 ans plus tard, ce projet reste largement inabouti. Les exemples ne manquent pas pour démontrer la capacité des citoyens à mobiliser leurs savoirs d'usage, leur compréhension de la société et de la politique, leur inventivité et leur volonté d'agir contre la précarité et la sécurité sociale. Mais la gestion de la paix sociale à moindre coût par les logiques d'appels à projets et de mise en concurrence, ne tient pas compte de ces dynamiques citoyennes. Il faut rouvrir un espace démocratique à l'initiative des classes populaires.

Revendications

Commercy Fin de l'abandon des quartiers populaires

Propositions des mouvements citoyens

● Application des propositions du rapport Borloo et du rapport Bacqué-Mechmache,

qui l'un et l'autre ont mobilisé de nombreux avis, en soumettant ces mesures au débat d'assemblées citoyennes. Ces programmes, largement soutenus par les associations et par les élus concernés, ont été écartés avec mépris par E. Macron, qui n'a rien fait

● Fonds pour une démocratie d'initiative citoyenne.

Il est proposé de créer un fonds pour une démocratie d'initiative citoyenne afin de renforcer le droit d'interpellation des citoyens. Ce fonds sera équivalent à 5 % du montant total de l'argent public actuellement consacré au fonctionnement de la démocratie représentative. Il soutiendra toute initiative citoyenne contribuant débat public sur les enjeux d'intérêt commun, à l'échelle locale et nationale. Il permettra ainsi l'organisation de débats, de contre-expertise, d'évaluations sur des projets publics ou privés afin de soutenir la prise de parole des citoyens à leur initiative.

● Réformer les conseils de quartier

pour les associer aux projets structurants et aux décisions concernant la vie commune, au lieu de les consulter occasionnellement

Sources, pour en savoir plus

Rapport Bacqué-Mechmache, juin 2013, *Construire ensemble la politique de la ville*, [Voir ici](#) résumé à faire des 26 propositions

ADELS, 2014, Espace ressources des conseils de quartier, toujours en place [Voir ici](#) (extraction et actualisation à faire)

Les Jours heureux, nov 2016, *Quartiers populaires, pour une démocratie d'initiative citoyenne*, Marie-Hélène Bacqué, Jamel Blanchard, Bénédicte Madelin, Mohamed Mechmache, Nicky Tremblay [Voir ici](#)

Jean Louis Borloo, avril 2018, voir les 19 Programmes thématiques du rapport Borloo [Voir ici](#) résumé à faire des 19 programmes thématiques

2 Refonder la démocratie

2.1 Une démocratie réelle

Commercy. Quelle entourloupe que ce grand débat national qui est en fait une campagne de communication du gouvernement, qui instrumentalise nos volontés de débattre et décider ! La vraie démocratie, nous la pratiquons dans nos assemblées, sur nos ronds -points, elle n'est ni sur les plateaux télé ni dans les pseudos tables rondes.

2.1.1 Transformation des institutions (Constituante, ...)

Revendications

Propositions des mouvements citoyens

- Mise en place d'une Constituante, composée de citoyens tirés au sort
Rédiger une nouvelle Constitution, VI^{ème} République (propos Commercy)
Prise en compte du **vote blanc** et/ou nul (propos Commercy)

« *Il faut réécrire la Constitution et mettre en place une nouvelle loi électorale, en organisant une courte période de transition pour gérer les affaires courantes* ». (Robert, GJ Toulon sur Allier).

- Nouvelle Constitution

approuvée par référendum, mettant en avant les principes du vivre ensemble, le rôle régulateur de l'État, de la sobriété pour tous, le droit à l'intimité, consacrant :

- la primauté des principes de liberté, d'égalité et de fraternité sur le droit de la concurrence,
- une limitation du droit de propriété en fonction de l'intérêt général et le développement du droit d'usage, de la propriété collective et des biens commun,
- la reconnaissance de nouveaux droits (droit au logement, droit à la vie privée, droit à une information libre, honnête, pluraliste et de qualité, etc....)
- la constitutionnalisation du Référendum d'initiative citoyenne
- la reconnaissance du vote blanc et/ou nul
- le rôle régulateur de la puissance publique permettant de répondre aux enjeux

Sources, pour en savoir plus

Les Jours heureux, nov 2016, *Refonder la démocratie française*, Armel Le Coz, Jo Spiegel, Yvan Richard
[Voir ici](#)

2.1.2 Démocratie directe et participation citoyenne (RIC,...)

Revendications

Commercy : Référendum d'initiative citoyenne RIC,
Mise en place de formes de démocratie directe (exemple : assemblées populaires)
Possibilité de roulement des représentants pour éviter la corruption des nouveaux représentants

Propositions des mouvements citoyens

- Instauration du Référendum d'initiative Citoyenne.

Appliqué très largement, le RIC peut contribuer à un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. Le contenu et les modalités d'un RIC que sont son objet, le seuil de déclenchement et le seuil de

succès ne sont pas des "détails", mais sont à étudier de près pour ne pas le vider discrètement de toute substance.

- Convention de citoyens associée au RIC

permet aux électeurs de disposer d'une information solide et variée, contrairement à celle des médias contrôlés par quelques grandes fortunes. C'est le « bien commun » qui en résultera.

2.1.2.2

- Reconnaissance du rôle des conventions de citoyens, de conseils communaux de la démocratie, jurys citoyens, etc.

pour impulser, coordonner, évaluer la vie démocratique de la commune composée d'habitants engagés, d'élus, d'organisations, et leur apporter un soutien financier pour qu'ils puissent réaliser des études et faire un travail d'animation. [Voir ici](#) l'expérience de Saillans

- Centres départementaux de formation et lieu ressource national sur la démocratie directe et participative s'appuyant notamment sur l'expérience de l'ADELS et de l'UNADEL

Au sein des groupes, les citoyens et citoyennes apprennent vite, multiplient les démarches participatives, retrouvent la solidarité, l'entraide et la convivialité. « Cette dynamique restitue au peuple de sa culture et son histoire » (Olivier GJ Essonne).

Sources, pour en savoir plus

Répertoire d'expériences en cours d'actualisation comme celle de Saillans, de Kingersheim, de Trémargat, de Collombey les belles, etc.

Les Jours heureux, nov 2016 *Oxygéner la démocratie locale*, Vincent Belliard, Fanny Charasse, Tristan Rechid, Yvan Richard, Jo Spiegel, [Voir ici](#)

Reporterre, septembre 2014, *La rotation des mandats, une belle idée, difficile à appliquer* [Voir ici](#) [Voir ici](#)

Jacques Testart, Sciences citoyennes et ATTAC *Le RIC : des citoyens, non pas manipuler mes informés, décident.* [Voir ici](#)

2.1.3 Relancer l'action citoyenne associative et l'éducation populaire

Au sein des groupes, sur les plates formes et dans les manifestations, les citoyens et citoyennes apprennent très vite, multiplient les démarches participatives, retrouvent la solidarité, l'entraide et la convivialité. Cette dynamique restitue au peuple de sa culture et son histoire (Olivier GJ Essonne)

Des centaines de milliers d'initiatives sont prises par les citoyens pour la restauration du lien social, la solidarité, l'épanouissement des personnes, l'action culturelle, le sport pour tous, etc. Alors que les gouvernements successifs et certaines collectivités s'acharnent à vouloir transformer des initiatives citoyennes en prestations, il est essentiel de reconnaître et développer ces actions citoyennes. Les mobilisations actuelles sont porteuses de prises de conscience accélérées, de reconquête d'une dignité et d'une vision du monde plus large, c.a.d. d'un puissant renouveau des l'éducation populaire, base de la démocratie directe et de la transition écologique

Revendications

Gaëlle, GJ Paris En revenir aux valeurs de solidarité, d'entraide de convivialité. L'argent ne doit plus passer avant d'être humain

Propositions des mouvements citoyens

A actualiser avec les revendications du CAC : financements stables et garantis, etc.

- Redonner un avenir aux associations citoyennes.

Faire le point sur la reconnaissance du rôle et des difficultés des associations citoyennes, notamment du fait de leur restriction à des rôles de prestataires, et programme de remise en route de subventions publiques stables et garanties afin de développer le pouvoir d'agir des citoyens et répondre aux besoins sociétaux.

Ce mouvement est pour moi comme une révélation. À travers les discussions sur le rond-point, on apprend des tas de choses, on grandit. Morgane, 31 ans, GJ Saint-Nazaire)

- Relance de l'éducation populaire.

Développer des démarches d'éducation populaire porteuses de coopération et de fraternité pour promouvoir des logiques de sobriété, se libérer de l'imaginaire de la croissance et de la consommation, développer de nouvelles raisons de vivre et d'agir, rompre avec la culture de l'agressivité. (Cela suppose une remise en cause des organismes d'éducation populaire les plus institutionnalisés. Il s'agit de s'appuyer sur les initiatives citoyennes pour faire du neuf) [Voir ici](#) CAC, mai 2016, *Les chemins de la transition*, 3^{ème} partie

Sources, pour en savoir plus

Propositions du CAC <http://www.associations-citoyennes.net/?p=12291>

2.1.4 Des élus au service du peuple

Revendications

Commercy : Fin des privilèges des élus

- Proposition 1 : Réduction des dépenses de fonctionnement du gouvernement sans réduire le nombre d'élus.
- Proposition 2 : Réduction du nombre d'élus nationaux (propos Commercy)

Certains participants à Commercy souhaitent le maintien du nombre d'élus et non leur réduction. La réduction des dépenses semble viser la rémunération des députés et sénateurs

Propositions des mouvements citoyens

- Limitation du montant des indemnités et du nombre de mandats

que peut exercer un élu dans le temps et le nombre de mandats qu'il peut exercer simultanément

- Diffuser largement les possibilités légales, qui existent aujourd'hui, de contrôler les indemnités des élus

Il est nécessaire que les élus perçoivent des indemnités lorsqu'ils abandonnent tout ou partie de leur vie professionnelle pour exercer leur mandat. Mais il n'est plus accepté que certains élus aient de multiples casquettes et cumulent de nombreuses indemnités pour arriver à des rémunérations très importantes. [Voir ici](#)
Pour connaître le régime indemnitaire et facilités des députés

- Droit de révocation les élus non représentatifs lorsque ceux-ci accaparent le pouvoir de façon démocratique

Sources, pour en savoir plus

Les Jours heureux, nov 2016, *Oxygéner la démocratie locale*, Vincent Beillard, Fanny Charasse, Tristan Rechid, Yvan Richard, Jo Spiegel, [Voir ici](#)

Anticor, Comment contrôler les indemnités de vos élus municipaux [Voir ici](#)

2.2 Un État régulateur pour répondre aux enjeux

2.2.1 Reconstruire un État régulateur

Revendications

Convergence services publics et 28 autres organisations : nous exigeons l'arrêt du projet de loi 2019 de transformation de la Fonction publique et de tous les projets de démantèlement du service public, l'arrêt immédiat des privatisations et des fermetures de services publics, leur réimplantation partout où nous en avons besoin afin de répondre à la crise du mal vivre et aux inégalités que crée la politique de désertification des services publics, leur démocratisation en associant à leur contrôle et leur gestion usagers, personnels et élus. Les services publics sont notre patrimoine collectif et national. Loin d'être un coût, le service public est un investissement et une richesse pour le présent et l'avenir. Cet avenir nécessite également une transition écologique.

Propositions des mouvements citoyens

- Reconstruction d'un État régulateur au service de l'intérêt général et de la transition.

La reconstruction de l'État et de la puissance publique (collectivités, établissements publics) est indispensable face aux énormes enjeux écologiques, économiques, sociaux, culturels des prochaines décennies. La participation de tous est nécessaire pour la participation citoyenne, de la solidarité, de la construction des nouveaux équilibres, de l'avenir à long terme.

- Dans un premier temps, stopper le travail de démantèlement systématique de l'action publique,

qui va encore s'amplifier avec Cap 2022. Dans un second temps, il s'agira d'organiser l'effort collectif de la puissance publique au service de la transition. Cela implique en particulier une remise en cause du New public management, une réforme profonde de l'ENA, de la Cour des Comptes, le démantèlement du Ministère des finances (qui est devenu un État dans l'État), etc.

A compléter avec Jean-Claude Boual ou Michel Jallamion

Sources, pour en savoir plus

Jean-Claude Boual, octobre 2018, *Cap 2022 : les multinationales à l'assaut de l'État*, Collectif de associations citoyennes [Voir ici](#)

Convergence services publics, 10 mai 2019, *les services publics et la Fonction publique sont notre bien commun* [Voir ici](#)

2.2.2 Une démocratie sans corruption

La corruption (confusion du politique et du financier) est l'un des cancers les plus violents de la démocratie. Le conflit d'intérêts, la corruption ou le trafic d'influence, le clientélisme, les passe-droits, les financements illicites de campagnes électorales minent les bases du système démocratique et alimentent la détestation croissante des élites. Pour restituer la confiance des citoyens dans les institutions, de nouvelles règles du jeu sont nécessaires (Les Jours heureux)

NB. Ces propositions sont en continuité avec « Renforcer les moyens des juges financiers » dans le cadre de la lutte contre l'évasion fiscale au titre de la justice fiscale

Revendications

Commercy : Moralisation de la vie politique. Renforcer les moyens législatifs et matériels des juges

ATTAC. Renforcer les moyens humains et financiers de l'administration fiscale et l'éventail des sanctions pour les fraudeurs

Propositions des mouvements citoyens

- Encadrer, et dans certains cas interdire, le lobbying :

inscription sur un registre, obligation pour les parlementaires, ministres et leurs équipes d'officialiser les rendez-vous et les documents remis pour solliciter des amendements ou des textes d'application.

- Créer un véritable statut pour les lanceurs d'alerte

et un système de protection pour leur permettre de continuer à mener une vie personnelle et professionnelle normale.

- Abroger la loi française « secret des affaires »

et dénoncer la directive européenne, contraire aux droits fondamentaux [Voir ici](#) ATTAC, loi secret des affaires

- Renforcer l'interdiction des conflits d'intérêts.

Renforcer le régime des incompatibilités pour les élus et les experts de manière à exclure des liens directs entre élus et entreprises, obliger les experts à expliciter les conflits d'intérêts qu'ils peuvent avoir et pénaliser les conflits d'intérêts aux conséquences les plus graves.

- Renforcer les moyens des juges financiers compétents

face à l'impunité politique des plus riches, et **les doter d'un arsenal législatif prévoyant des sanctions efficaces** adaptées aux différentes formes de corruption et d'évasion et les appliquer (à l'exemple des Japonais vis-à-vis de Carlos Ghosn). En particulier reprise de la loi du 6 décembre 2013 contre la fraude

fiscale, invalidée par le Conseil Constitutionnel parce que soi-disant mal rédigée. Pénaliser d'une façon ou d'une autre les conflits d'intérêts aux conséquences les plus graves.

Sources, pour en savoir plus

ATTAC, 11 mai 2009, *En finir avec les lobbies*, [Voir ici](#)

Les Jours heureux, nov 2016, *Démocratie sans corruption*, Anne-Catherine Husson-Traoré, Corinne Lepage [Voir ici](#)

Bastamag, 3 avril 2017, *Comment éviter les conflits d'intérêts*, [Voir ici](#)

Médiapart, sept. 2015, *Politique et conflits d'intérêts*, Dossier (22 articles) [Voir aussi](#)

2.3

2.3 Reconstruire un État de droit

2.3.1 Retrouver les libertés publiques

Quelle est la réponse du gouvernement à ceux qui prennent la parole ? La répression, le mépris, le dénigrement. Des morts et des milliers de blessés, l'utilisation massive d'armes par tirs tendus qui mutilent, éborgnent, blessent et traumatisent. Plus de 1000 personnes ont été arbitrairement condamnées et emprisonnées. Et maintenant la nouvelle loi dite « anti-casseur » vise tout simplement à nous empêcher de manifester. Nous condamnons toutes les violences contre les manifestants qu'elles viennent des forces de l'ordre ou des groupuscules violents. Rien de tout cela ne nous arrêtera ! Manifester est un droit fondamental. Fin de l'impunité pour les forces de l'ordre ! Amnistie pour toutes les victimes de la répression ! (Appel de Commercy 27 janvier)

Revendications

Commercy : Sortie de l'état d'urgence permanent. La nouvelle loi dite « anti-casseur » vise tout simplement à nous empêcher de manifester Propositions des mouvements citoyens

Sources, pour en savoir plus

● Retour à l'état de droit, abrogation de la loi « anticasseurs »

et des autres lois liberticides, qui les ont précédées, notamment la loi antiterroriste du 1^{er} novembre 2017 qui pérennise l'état d'urgence

● Amnistie pour toutes les victimes de la répression

● Relaxe et fin des poursuites pour tous les gilets jaunes (propos Commercy)

2.3.3 Des médias libérés

Dix milliardaires ont pris le contrôle d'une grande partie des médias français. Ces oligarques, venus du BTP, de l'armement, du luxe ou de la téléphonie, ont accaparé les grands quotidiens nationaux, les chaînes de télévision et les radios, pour asseoir leur influence. Avec à la clé, conflits d'intérêts, censures, pressions, licenciements, ingérence malsaine... Cette concentration des moyens de production de l'information entre les mains de quelques uns met en péril l'indépendance de la presse dans notre pays. Et porte ainsi atteinte au fonctionnement démocratique. Comment garantir la liberté de l'information et le pluralisme de la presse ?

Il faut revenir à la déclaration des droits et devoirs de la presse de 1949 qui déclarait que « La presse n'est pas un instrument de profit commercial, mais un instrument de culture. Sa mission est de donner des informations exactes, de défendre des idées et de servir la cause du progrès humain »

Revendications

Commercy : Droit à une information indépendante des grandes puissances financières (retour aux ordonnances de 1944 sur la liberté de la presse). Interdire aux groupes financiers du CAC 40 l'accès majoritaire au capital des sociétés de presse. Attribution de subventions aux médias par un vote référendaire

Propositions des mouvements citoyens

● Garantir l'indépendance des journalistes et leur liberté d'informer.

par une remise en cause de la réglementation française et européenne sur le « secret des affaires » et par une protection accrue.

● Adopter une nouvelle loi pour renforcer la protection du secret des sources des journalistes.

afin que l'atteinte ne soit permise qu'à titre exceptionnel, sur autorisation d'un juge, pour la prévention d'une série d'infractions listées précisément. Abroger les délits de recel du secret professionnel, du secret de l'enquête ou de l'instruction et d'atteinte à l'intimité de la vie privée pour les journalistes dans l'exercice de leur activité.

● Lutter contre les procédures abusives contre les journalistes.

Mettre fin à la mise en examen « automatique » des journalistes en cas de plainte en diffamation avec constitution de partie civile, mettre en place des mécanismes permettant de dissuader les procédures qui visent à museler les journalistes.

● Lutter contre la concentration des médias et assurer la transparence de leur propriété

Modifier les dispositions obsolètes de la loi de 1986 sur l'audiovisuel, qui ne limite que les concentrations horizontales, et lutter contre la concentration des médias aux mains de groupes ayant des intérêts dans d'autres secteurs.

Interdire le contrôle de médias par des entreprises qui dépendent de marchés publics Bouygues, Dassault,... comme le propose l'association Acrimed.

● Assurer l'application des règles sur la transparence de la propriété de médias

afin que l'obligation de révélation de l'identité des actionnaires soit respectée. Mettre en place une obligation de transparence sur le bénéficiaire final de la propriété capitalistique d'un média.

● Créer un délit de trafic d'influence appliqué au champ de l'information

, transposition du délit de trafic d'influence existant pour les dépositaires de l'autorité publique, afin de renforcer les garanties de l'indépendance éditoriale vis-à-vis des actionnaires, des annonceurs et de toutes les parties prenantes externes.

[Voir ici](#) idem

● Encourager le développement des médias citoyens

grâce à une fiscalité spécifique, à des formes coopératives de salariés et de lecteurs, la promotion de financements participatifs

● Créer un conseil de presse.

instance indépendante de médiation de l'information, administré par des bénévoles tirés au sort pour un unique mandat, des représentants des journalistes, de propriétaires de médias, chargé d'examiner les plaintes émises par les citoyens et impliquant les journalistes comme médiateurs de débats locaux. [Voir ici](#) les propositions d'ACRIMED

Sources, pour en savoir plus

Collectif « informer n'est pas un délit », reporters sans frontières, « Liberté, égalité, informés » : cinq mesures pour protéger la liberté et l'indépendance de l'information, [Voir ici](#)

Agnès Rousseaux, 10 avril 2017, Le pouvoir d'influence délirant de 10 milliardaires qui possèdent la presse française, Bastamag, [voir ici](#)

Les Jours heureux, nov 2016, Pour une information libre, pluraliste citoyenne, Camille Dorival, François Erdewein, Jean-Claude Guillebaud, Anne-Sophie Novel, et Edwy Plenel, Gilles Vanderpooten. [Voir ici](#)

2.3.3 Des droits nouveaux à l'heure du numérique

Revendications

A compléter

Propositions des mouvements citoyens de

● Propriété des données et droit à la vie privée.

Mise en place d'une convention de citoyens pour préciser le droit de la propriété des données et de l'open source, renforcer le droit à la vie privée à l'heure du big data, envisager l'interdiction de la vente et des échanges de fichiers personnels à des fins commerciales et le démantèlement des fichiers de police illicites

● Démarches administratives par Internet : simplification radicale et caractère facultatif (19 % des Français n'ont pas d'ordinateur à domicile et 27 % pas de smartphone, sans compter ceux qui n'ont pas non plus de scanner, équipement incontournable pour l'envoi de pièces justificatives à Pôle Emploi. Un tiers des français s'estiment peu ou pas compétent pour utiliser un ordinateur.)

Sources, pour en savoir plus

Jacques Toubon, 17 janvier 2019, *Jacques Toubon [défenseur des droits] s'inquiète des effets de la dématérialisation sur l'accès aux services publics* Le Monde, [Voir ici](#)

A compléter (autres sources)

2.4 Egalité et fraternité

2.4.1 Égalité entre les femmes et les hommes

Dans les politiques de réduction des inégalités, l'égalité entre les femmes et les hommes est négligée, voire oubliée. Elle est pourtant un des moteurs du changement de société. Les politiques d'austérité touchent encore plus durement les femmes et accroissent encore davantage les inégalités de genre. De multiples mesures sont nécessaires pour y parvenir, que ce soit dans le domaine économique, en matière de salaires, sociale, en matière de retraite, de reconnaissance de la dépendance et d'aide à la petite enfance, en matière d'éducation à l'égalité ou en assurant concrètement l'effectivité des droits reconnus comme le droit à l'avortement. C'est pourquoi on ne peut pas se contenter de quelques mesures additionnelles qui viendraient corriger une orientation d'ensemble profondément inégalitaire. Le principe d'égalité entre les hommes et les femmes doit concerner toutes les politiques.

Revendications

Commercy : Égalité hommes-femmes

A compléter avec revendications des autres chapitres

Propositions des mouvements citoyens

● Éducation à l'égalité à tous les niveaux de l'enseignement.

de l'orientation scolaire et la formation professionnelle pour lutter contre les stéréotypes, favoriser la mixité, diversifier les choix scolaires et professionnels des filles et des garçons

● Lutter contre le temps partiel contraint.

qui permet des contrats de 24 h par semaine au SMIC, en modifiant la loi de 2013 improprement « sécurisation de l'emploi » qui laisse nombre de salariés, notamment des femmes, sous le seuil de pauvreté.

● Refonte des grilles de classification salariales pour aller vers l'égalité hommes -femmes.

Remise à plat de l'ensemble des grilles de classification des emplois par une commission nationale, pour aller vers l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, comme cela se fait au Québec

Sources, pour en savoir plus

Les Jours heureux, nov 2016, *Égalité entre les femmes et les hommes*, Nicole Gadrey et Dominique Méda
[Voir ici](#)

2.4.2 Engager un changement des politiques migratoires

Ouvrir davantage de voies légales d'accès au territoire européen et permettre un accès inconditionnel pour les personnes bloquées aux frontières extérieures. Les politiques migratoires européennes visent principalement et avant tout à empêcher l'arrivée de personnes étrangères sur le territoire européen : politiques de visas restrictives, accords avec les pays tiers pour sous-traiter le contrôle des personnes en exil vers l'Europe, centres de « tri humain » (*hotspots*) dans les premiers pays d'entrée.... Cette gestion

répressive et le non-respect du droit d'asile en Europe et en France constituent un échec effroyable, payé par des milliers de vies en Méditerranée, avec la multiplication, année après année, des drames et des morts et d'insupportables souffrances humaines.

Revendications

Commercy : Égalité et prise en compte de tous, quelle que soit sa nationalité

Appel des 300 : « Face à un véritable « état d'urgence », nous appelons les responsables politiques et administratifs à respecter les droits fondamentaux ». (...) Nous appelons le Président de la République à convoquer d'urgence une conférence impliquant tous les acteurs, afin qu'émergent des politiques alternatives.

Propositions des mouvements citoyens

● Refonte de la politique migratoire et organisation d'une conférence nationale.

en organisant une vaste concertation citoyenne, pour faire émerger des politiques alternatives d'accueil comme l'ont demandé les États généraux des migrations. Il est nécessaire d'ouvrir davantage de voies légales d'accès au territoire européen et permettre un accès inconditionnel pour les personnes bloquées aux frontières extérieures.

● Élargir les critères qui ouvrent droit au statut de réfugié

pour prendre en compte les nouvelles causes d'exil forcé, et mettre en place un système d'asile européen commun qui garantisse le plein respect de la Convention de Genève, un accueil digne dans tous les pays et le libre choix de destination pour les personnes en quête d'asile. Les critères d'attribution d'une protection internationale de la Convention de Genève de 1951 doivent être élargis pour inclure la protection subsidiaire, le respect des droits proclamés par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et la protection des personnes en exil pour des raisons climatiques. En France, l'empilement des dispositifs d'accueil dédiés aux demandeurs d'asile et le nombre de places insuffisantes au regard des besoins pourtant connus des pouvoirs publics conduisent à ce que nombre de demandeurs d'asile dorment à la rue.

● Créer un titre de séjour unique autorisant à travailler.

en abandonnant la logique de l'immigration sélective pour favoriser un droit au séjour fondé sur le respect des droits fondamentaux. Les situations dans lesquelles les personnes étrangères ont droit au séjour en France ne cessent de se subdiviser, avec des conditions toujours plus strictes et des titres de séjour toujours précaires. L'immigration pour motifs familiaux est stigmatisée depuis 2003 comme une immigration « subie ». Les situations où les personnes étrangères sont maintenues dans la précarité avec des titres de séjour sans droit au travail sont fréquentes, et nombre de demandeurs d'asile dorment à la rue.

● Supprimer toutes les formes d'enfermement spécifiques aux personnes étrangères.

La France enferme chaque année entre 45 000 et 50 000 personnes étrangères dans les centres et lieux de rétention administrative dans le but de les expulser du territoire français. Parmi elles, des familles, des personnes qui encourent des risques en cas de renvoi dans leur pays d'origine, des malades, trop de personnes placées abusivement ou illégalement. Aux lieux d'arrivée sur le territoire français (aéroports, gares, etc.), les zones d'attente pour les personnes étrangères dont l'entrée est refusée engendrent également leur lot d'enfermements de mineurs, de personnes en quête d'asile ou de séparation de familles. Aucune personne étrangère ne doit être privée de liberté au seul motif qu'elle ne dispose pas des bons papiers administratifs.

● Arrêt des violences policières à l'encontre des migrants

, des réfugiés et de l'intimidation des associations et des militants sur le terrain

● Mise en application effective du principe de fraternité dans les pratiques administratives

L'arrêt du Conseil Constitutionnel du 17 juillet 2017 a déclaré constitutionnel le principe de fraternité et donc illégal les poursuites pour « délit de solidarité » (de Cédric Herrou). La solidarité, valeur fondamentale, doit être encouragée par les responsables politiques et non criminalisée. L'expression de la solidarité est toujours légitime quand il s'agit de protéger la vie, la dignité ou les droits fondamentaux d'êtres humains, quels que soient leur nationalité ou leur statut administratif.

Sources, pour en savoir plus

Appel de 300 organisations à un changement radical des politiques migratoires, Médiapart 15 juin 2017, [Voir ici](#)

Arrêt « fraternité » du Conseil Constitutionnel du 6 juin [Voir ici](#)

La Cimade, avril 2017, *Engager un changement des politiques migratoires*, [Voir ici](#)

3 Une transition écologique et solidaire, libérée de la finance

Changements climatiques, effondrement des écosystèmes, pollution, accaparement des terres nos modes de production et de consommation menacent l'équilibre de la planète et la capacité d'un nombre croissant à vivre dignement. Toutes les sociétés soutenables devront répondre à leur manière à deux impératifs : la sobriété, qui doit permettre d'utiliser les ressources de manière à ne pas menacer leur disponibilité, et l'équité dans le partage des ressources au sein d'un même pays, entre les différents pays et les différentes générations (Les amis de la Terre).

3.1 Reprise en main de la finance, justice fiscale et répartition des richesses

3.1.1 Des banques au service de la société

Revendications

Commercy : Nationalisation des banques

Propositions des mouvements citoyens

- Séparation des banques de détail et des banques d'investissement, contrôle social sur les banques et leur activité.

Pour qu'elles financent des projets d'intérêt général, les banques doivent être gérées démocratiquement et non dans l'intérêt des actionnaires. Seules les banques réellement coopératives publiques peuvent satisfaire cette exigence, à condition qu'elle soit elle-même socialement gérées. [Voir ici](#) *Reprendre en main la finance* Geneviève Azam, Gaël Giraud, Thomas Coutrot, Dominique Plihon, Cécile Renouard

- Créer une grande banque publique de développement

nécessaire au financement de la transition sociale et écologique, des collectivités locales et des PME pour accompagner la transition écologique, un secteur public bancaire et financier est nécessaire, car l'expérience montre que les banques privées, gouvernée par l'objectif de rentabilité à court terme, ne peut pas remplir cette fonction. De telles banques sont nécessaires dans tous les pays européens et devrait pouvoir se refinancer auprès de la BCE [Voir ici](#) *Reprendre en main... idem*

Sources, pour en savoir plus

Source [Voir ici](#) *Reprendre en main la finance* Geneviève Azam, Gaël Giraud, Thomas Coutrot, Dominique Plihon, Cécile Renouard

3.1.2 Lutte contre la spéculation

Revendications

Commercy : Meilleure régulation de la Bourse, spéculation, taxation des produits financiers (Commercy). Taxer les transactions financières pour lutter contre la spéculation, à l'origine des crises financières (ATTAC)

Propositions des mouvements citoyens

- Mettre en place une taxe sur l'ensemble des transactions financières

à un niveau suffisant pour dissuader la spéculation, à l'origine des crises financières, et l'affecter à la lutte contre le réchauffement climatique dans les pays du Sud. Pour être efficace, cette taxe doit inclure toutes les

opérations sur produits dérivés. Sa mise en place peut s'appuyer sur un projet de directive européenne de 2013 jamais appliquée [Voir ici](#) l'article du Monde qui explique comment certains Etats sont le cheval de Troie du secteur financier

- Interdire le trading à haute fréquence et tous les instruments financiers qui alimentent la spéculation (notamment les produits dérivés),

- Définir des sanctions dissuasives

- Mettre fin à l'activité des fonds spéculatifs et des fonds vautours.

Il est possible de s'inspirer de la loi belge qui a mis en place des garde-fous efficaces pour freiner ce genre de pratiques [Voir ici](#) l'explication du CADTM (comité pour l'abolition des dettes illégitimes)

- Renforcer les capacités d'expertise et de contrôle de l'État, des juges financiers.

Renforcer les capacités d'expertise et de contrôle de l'État, des juges financiers, des corps de contrôle, notamment en augmentant le nombre de juges et leurs moyens d'investigation

Sources, pour en savoir plus

Source [Voir ici](#) *Reprendre en main la finance* Geneviève Azam, Gaël Giraud, Thomas Coutrot, Dominique Plihon, Cécile Renouard

3.1.3 Reprise du contrôle de la dette

Propositions des mouvements citoyens

- Limiter la création monétaire aux banques centrales.

Le monopole de la création monétaire accordé aux banques depuis les années 1970 est responsable de la totalité de la dette et de son accroissement, et conduit aux politiques d'austérité pour le seul profit des actionnaires des banques. Il est nécessaire de revenir sur la loi Pompidou de 1973, de remettre en cause l'article 123 du traité de Lisbonne qui interdit aux États membres toute création monétaire, et de limiter la création monétaire aux banques centrales, à travers des mécanismes de contrôle publics et citoyens, pour que cette création à bon escient corresponde aux besoins des populations et de la transition écologique et interdise la spéculation.

- Aller vers une refondation de la BCE, pour la mettre au service de l'emploi et de la transition.

Alors que la politique monétaire doit être au service des objectifs politiques, la banque centrale européenne est depuis les années 1980 gérée les banquiers centraux des différents pays, avec pour seul objectif la lutte contre l'inflation (notamment la hausse des salaires). Pour développer l'emploi et réussir la transition, objectifs qui s'imposeront à l'Europe, une refondation de la BCE nécessaire.

Sources, pour en savoir plus

Voir ici la vidéo explicative- http://www.dailymotion.com/video/xlpmj2_comprendre-la-dette-publique-en-10-minutes_news

[Voir ici](#) *Reprendre en main la finance* Geneviève Azam, Gaël Giraud, Thomas Coutrot, Dominique Plihon, Cécile Renouard

Faire des monnaies locales un bien public

Propositions des mouvements citoyens

- Créer les conditions du développement des monnaies locales complémentaires.

Créer les conditions du développement des monnaies locales complémentaires, pour une réappropriation citoyenne de la monnaie par tous les acteurs d'un territoire (voir les exemples développés par le mouvement Sol)

Sources, pour en savoir plus

Site du mouvement Sol laboratoire de création d'outils et d'expérimentation, et notamment de monnaie citoyennes [Voir ici](#)

32 Transition écologique

3.2.1 Accélérer la transition énergétique

Nous n'avons pas le choix. Sans modification radicale et à court terme de notre système énergétique, des bouleversements climatiques et géopolitiques aux effets dramatiques sont inéluctables. Il faut réduire aussi rapidement que possible des émissions de gaz à effet de serre, laissé dans le sous-sol plus de 80 % des réserves de et adapter nos modes de vie, de production et d'échanges à la nouvelle donne climatique. Il faut rompre en même temps avec les énergies du passé, ce qui inclut le nucléaire.

Revendications

Commercy Mettre en place une réelle politique écologique. Transition énergétique durable

ATTAC : Planifier la politique énergétique afin d'arrêter le nucléaire le plus vite possible, de donner la priorité à la sobriété énergétique et au développement des énergies renouvelables

Marseille, comité du 5 novembre (suite aux effondrements) Vivre dignement dans des logements salubres

Propositions des mouvements citoyens

● Quantifier et adopter un scénario énergétique pour 2050.

Fixer pour tous les usages de l'énergie (chaleur, électricité et mobilité) les objectifs de long terme, définir une trajectoire cohérente, à partir de scénarios, et se doter de moyens participatifs de suivi, de contrôle et de contraintes nécessaires Voir les scénarios NegaWatt <https://negawatt.org/>

● Isoler 750 000 logements par an

Isoler 750 000 logements par an, au niveau basse consommation, en mettant en place une obligation sélective de rénovation, en particulier pour les ménages précaires, accompagnée d'aides financières. Cela suppose un programme de formation, d'embauche et d'aide au développement d'entreprises spécialisées dans la rénovation de l'habitat [Voir ici](#) *une présentation de l'ampleur des besoins de rénovation de l'habitat*

● Définir une réglementation qui élimine les consommations inutiles,

au niveau national, européen et mondial (ISO), en alignant les appareils, les équipements, les véhicules et les process industriels sur les meilleures technologies disponibles. [Voir ici](#) *La transition énergétique est une chance*

● Faire varier les aides à la rénovation énergétique en fonction du niveau de performance des équipements.

[Voir ici](#) les propositions de l'UFC Que Choisir

● Faire appliquer et contrôler cette réglementation par des organismes indépendants

Sources, pour en savoir plus

La transition énergétique est une chance, Anne Bringeault, Marc Jedliczka, Thierry Salomon [Voir ici](#)

3.2.2 Sortir du nucléaire et du fossile

Revendications

- **Commercy** : Transition énergétique durable
- **ATTAC** : Planifier la politique énergétique afin d'arrêter le nucléaire le plus rapidement possible

Propositions des mouvements citoyens

● Sortir totalement du nucléaire et du fossile pour aller vers cent pour cent d'énergies renouvelables.

Cet objectif est désormais accessible grâce au progrès décisif des technologies solaires, éolienne, hydraulique et marine, mais aussi des bioénergies (bois, biogaz, biodéchets)

● Ne plus financer les entreprises extractives.

Arrêt progressif mais total, sur dix ans, de toutes les subventions et les aides fiscales aux entreprises extrayant des matières premières non renouvelables, tant en France qu'à l'export

- Stopper immédiatement les investissements publics dans les énergies fossiles

Il s'agit des investissements publics réalisés par l'AFD, la CDC, la BEI, la BERD, la Banque Mondiale. Arrêter d'investir également dans les fausses solutions technologiques qui visent à pérenniser le gaspillage.

- Basculement de la fiscalité carbone sur les entreprises les plus polluantes

Fiscalité différenciée, avec une prime de « mieux-value écologique et/ou sociale » pour les entreprises responsables

- Moratoire sur toute augmentation de la fiscalité carbone pour les ménages, artisans et petites entreprises,

le temps que soit débattue avec les citoyens une politique fiscale redistributive permettant de réduire les inégalités, réduire l'empreinte écologique des plus riches et des entreprises les plus polluantes, développer les alternatives au tout-voiture et à l'étalement urbain. « *Nous ne sommes pas anti taxes, nous voulons au contraire que celle-ci ci si ble les bons : les GAFAs, Amazon, le marché dans son ensemble. C'est à eux de payer, non aux smicards* » Sylvette et Bernard, Val d'Oise)

- Flécher réglementairement l'épargne populaire

Vers des projets contribuant à la transition écologique, énergétique et sociale (en lien avec la création d'une banque publique de développement)

Sources, pour en savoir plus

[Voir ici](#) *La transition énergétique est une chance*, Anne Bringeault, Marc Jedliczka, Thierry Salomon

3.2.4 La reconversion à une agriculture soutenable et porteuse d'emplois

L'industrialisation de l'agriculture n'est pas soutenable, ni écologiquement, ni socialement, ni économiquement. Or les pratiques d'agro-écologie paysanne peuvent à la fois assurer la sécurité alimentaire, reconstituer une biodiversité et une capacité biologique des territoires, développer très largement l'emploi agricole en remplaçant la consommation de produits chimiques par de la compétence et du travail. Il est proposé de développer l'agro-écologie autour des éléments suivants :

Revendications

Commercy : Aider et favoriser la culture bio

Propositions des mouvements citoyens

- Développer l'agro-écologie, tripler le nombre d'actifs agricoles

- mettre en place un dispositif de développement agro-écologique

pour accompagner l'installation massive de nouveaux agriculteurs hors du cadre familial, et visant à tripler en dix ans le nombre d'actifs agricoles. Cette politique se traduira par des formations en agro-écologie paysanne, un accès facilité au crédit, des formations et des conseils aux agriculteurs, des liens avec la recherche agronomique. Un plan protéines appuiera la culture de légumineuses, et sera accompagné programme de maintien de la fertilité des sols par le recyclage de l'humus et des déjections

- Politique foncière pilotée par les collectivités locales (taxe à 100 % des plus-values foncières),

- Élaboration par chaque territoire d'un plan « Paysages de l'après-pétrole » (plan PAP)

basé sur la protection et la valorisation des ressources locales en fonction des besoins des populations, la recherche de circuits courts et d'une recolte localisation de la production,

- Ceintures agroécologiques périurbaines

dédiées à un approvisionnement de proximité et de qualité.

- Fiscalité agro-écologique.

Le développement agro-écologique pourra être financée par une fiscalité agroécologique aux différents échelons territoriaux, de la commune jusqu'à l'Europe, prélevée sur les facteurs de production exogènes polluants (pesticides...) ou à économiser (terre, énergie, eau) et (à 100%) sur les plus-values foncières.

Sources, pour en savoir plus

Pour l'agro-écologie paysanne, Matthieu Calame, Philippe Desbrosses, Marc Dufumier, Guy Kastler, Philippe Pointereau, Aurélie Trouvé [Voir ici](#)

3.2.4 Régulation des marchés agricoles et alimentation de qualité

Propositions des mouvements citoyens

- Politique publique de maîtrise des volumes et de régulation des marchés agricoles et de promotion du bio

Une politique publique de maîtrise des volumes et de régulation des marchés aura pour objectifs l'autosuffisance alimentaire et l'écoulement local des productions, la régularisation des cours et le revenu du travail paysan, en y incluant la rémunération des services environnementaux et la qualité biologique des productions.

- L'élevage industriel et les subventions aux produits d'exportation, qui ruinent les paysans des pays pauvres, seront supprimés,
- L'usage des pesticides et des engrais sera soumis à des évaluations indépendantes (voir rôle de l'Etat régulateur)

- Prescrire le bio et/ou local et la réduction des gaspillages dans la restauration collective.

Ces décisions appartiennent en particulier aux communes pour les cantines scolaires. [Voir ici](#) l'exemple de Mouans-Sartoux 33 où toutes les cantines scolaire sont à 100 % bio, avec approvisionnement local et réduction des déchets

(à compléter avec la lutte contre la malbouffe et la maîtrise des normes alimentaires)

Sources, pour en savoir plus

Pour l'agro-écologie paysanne, Matthieu Calame, Philippe Desbrosses, Marc Dufumier, Guy Kastler, Philippe Pointereau, Aurélie Trouvé [Voir ici](#)

3.2.5 Gérer la biodiversité comme un bien commun.

La biodiversité des animaux, végétaux, micro-organismes du sol, écosystèmes, climats doit redevenir un bien commun non privatisable. L'accès à ces ressources sera conditionné au respect de leur intégrité, à leur renouvellement et aux droits collectifs d'usage des communautés rurales qui les gèrent et les conservent.

Revendications

- à compléter

Propositions des mouvements citoyens

- Redéploiement de l'élevage vers les terres et des régions pastorales

- Reconnaissance des sélections paysannes de semences,

Des animaux d'élevage et des micro-organismes associés aux préparations naturelles

- Suppression de toute forme privée de propriété intellectuelle sur le vivant.

(à compléter avec mesures générales pour sauvegarder/restaurer la biodiversité)

Sources, pour en savoir plus

Pour l'agro-écologie paysanne, Matthieu Calame, Philippe Desbrosses, Marc Dufumier, Guy Kastler, Philippe Pointereau, Aurélie Trouvé [Voir ici](#)

Voir le [rapport de l'ONU](#) constatant qu'un million d'espèces animales et végétales sont menacés d'extinction dans les prochaines décennies (6 mai 2019) et [l'article de Reporterre](#)

3.2.6 Économie circulaire, sobriété, zéro déchet, zéro pollution

Depuis deux siècles, notre croissance est fondée sur une surexploitation de ressources et son cortège de pollutions le plus souvent irréversibles. Nous devons réapprendre la mesure face à la démesure, la sobriété, opter pour la décroissance des biens inutiles et renoncer à l'accumulation sans limites, favoriser l'usage des biens et non leur propriété. Le choix de la sobriété s'exprime aussi dans l'organisation de nos sociétés et de nos modes de vie, dans le juste dimensionnement et le co-usage des biens.

Propositions des mouvements citoyens

● Développer l'économie circulaire.

Mettre en pratique le principe de l'économie circulaire en développant une économie industrielle et territoriale où les déchets des uns sont la matière première des autres, le cycle de vie de chaque produit allant du "berceau au berceau" et en valorisant de façon efficace les déchets (séparation des composants le plus en amont possible)

● Limiter l'obsolescence des équipements, des produits et des services.

faciliter leur mutualisation, leur partage, le recyclage et la flexibilité des usages, en obligeant les opérateurs publics et privés à aller dans ce sens.

● Allonger la durée de garantie légale

en fonction de la durée de vie des produits. Beaucoup d'entreprises sont prêtes à s'y conformer mais aucune ne veut être la première innovante dans un contexte de concurrence.

● Remplacer progressivement les matières premières par des matériaux d'origine biologique.

en soutenant la recherche publique et le développement, en imposant l'accroissement du pourcentage des ossature-bois, isolants naturels, produits de substitution de la pétrochimie et carbochimie, en rendant obligatoire l'affichage du contenu en matériaux d'origine biologique pour les biens, objets et équipements. [Voir ici](#) les propositions de l'UFC Que Choisir

Sources, pour en savoir plus

Vers l'économie zéro déchet, Serge Orru et Thierry Salomon [Voir ici](#)

3.3 Sortir du libre échange, reconstruire une économie régulée au service de la société

La libre circulation des capitaux et des marchandises à l'échelle de la planète constitue une folle utopie qui se traduit par un dumping social, fiscal et environnemental et entraîne des océans de souffrances. Une certaine dose de protectionnisme est nécessaire pour échapper à ce perpétuel dumping. Elle peut servir au pire (le repli identitaire) comme au meilleur (l'émancipation). Les outils sont multiples : taxes aux frontières et barrières douanières, quotas d'importation, taxes kilométriques, normes sanitaires, sociales et environnementales, etc.

3.3.1 Pour sortir du libre échange, renégocier les traités

Revendications

- **Commercy** : Remise en question des accords de libre-échange (CETA, TAFTA, JEFTA)
- **Collectif Stop TAFTA** : non au grand marché transatlantique ! <https://www.collectifstopafta.org/>

Propositions des mouvements citoyens

● Mettre fin aux traités bilatéraux de libre échange

Mettre fin aux traités bilatéraux de libre échange (CETA, JEFTA,...) et aux accords de partenariat économique (APE) avec les pays du Sud, modifier en profondeur les accords de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), du GATT (General Agreement on Tarifs and Trade). Instaurer des coopérations avec nos partenaires en recherchant des alliés, à l'intérieur de l'Europe et en dehors, dans les gouvernements mais aussi dans les syndicats, les associations, qui dénoncent la folie de ce "libre-échange". Le « laisser-faire » n'est pas la seule relation commerciale possible.

NB. La sortie du libre échange nécessite également la **remise en cause des traités européens** de Maastricht, d'Amsterdam, de Lisbonne et du Traité sur la stabilité budgétaire (voir plus loin : une autre Europe)

● Soumettre à référendum la résiliation d'un traité déjà signé

pour que le gouvernement reçoive un mandat afin d'entamer les négociations en position de force. [Voir ici](#)
La société civile demande un référendum sur le CETA, **Collectif Stop TAFTA**

Sources, pour en savoir plus

- [Voir ici](#) : ATTAC, AITEC, Petit guide pour contrer la propagande en faveur du CETA/AECC

- [Voir ici](#) *Dénoncer et contrer les illusions du libre-échange*, Jean Gadrey, Fabrice Lallement, Marc Dufumier, François Ruffin

3.3.2 Reconstruire des régulations pour mettre en place d'un autre mode de développement et une véritable politique industrielle et de services

Il est nécessaire de reconstruire des régulations pour mettre en place d'un autre mode de développement, articulant justice sociale et fiscale, démocratie, préservation des écosystèmes, biodiversité, et construire une alternative globale au système actuel : relocalisations, renouvellement de la démocratie, de l'entreprise et du vivre ensemble

Nous avons besoin de mettre en œuvre une véritable politique industrielle et agricole avec des buts débattus par les citoyens : progrès social, justice fiscale, exigence environnementale, afin d'identifier les actions à mener : quels sont nos besoins ? Que veut-on produire ? Dans quelles conditions ? Quels biens communs protéger ? Le « libre-échange » s'y oppose. Il permet aux multinationales, comme dans les rayons d'un supermarché mondial, de choisir ici le coût du travail le plus faible, là l'absence de taxation des plus-values, ailleurs la faiblesse des normes environnementales.

Revendications

- **Commercy Maintien des secteurs-clés**, ou renationalisation (hors banques)
- **Amis de la Terre** : Propositions pour des sociétés soutenables [Voir ici](#)
- **ATTAC** propositions pour la justice fiscale et pour la transition écologique [Voir ici](#)

Propositions

- Mise en œuvre d'une véritable politique industrielle et de services, en identifiant les secteurs à protéger, la nature des besoins, le type de production, les biens communs à développer, la trace écologique (limitation des transports).
- Définition de nouveaux critères de richesse et abandon du PIB et du culte de la croissance, par des processus participatifs citoyens [Voir ici](#) *Pour d'autres indicateurs de richesse*, Patrick Viveret, Jean Gadrey, Marie Monique Robin
- Protection et extension de la sphère non marchande pour promouvoir un développement soutenable de qualité, par une définition stricte de la sphère marchande
- Création d'1 million d'emplois pour le climat, pour développer les filières du futur en matière d'énergies renouvelables, de rénovation des bâtiments, d'agro-écologie, d'infrastructures de transport durables, de recyclage, d'accompagnement des PME et des collectivités en matière de transition écologique, etc. [Voir ici](#) *le résumé et le rapport* « Un million d'emplois climat » publié par la Plateforme Emploi-Climat
- Financer un vaste plan de création d'emplois publics pour assurer la transition énergétique et écologique et assurer les droits des travailleurs touchés par ces transitions [Voir ici](#) ATTAC propositions pour la justice fiscale et pour la transition écologique
- Mettre en place des dispositifs de reconversion écologiques et énergétiques maintien des droits des travailleurs et développement d'activités alternatives pour les secteurs et les régions touchées, en s'inspirant des dispositifs de reconversion industrielle, nationaux et européens, mis en place dans les années 1980 et 1990 au moment de la remise en cause des mines, de la sidérurgie, des industries textiles [Voir ici](#) pour info : Reconversion industrielle, outils et méthodes (en 2004)
- Instaurer une taxe kilométrique pour inciter à la relocalisation des activités et à la baisse du commerce international, source d'accroissement des émissions de gaz à effet de serre. (ATTAC et RAC) [Voir ici](#) les propositions de Réseau Action Climat
- Prendre quelques mesures phares, symboliques, Comme des taxes aux frontières et de politiques de coopération, pour des produits ou secteurs identifiés où les ouvriers, les paysans, les employés sont soumis à une concurrence « déloyale » quitte à se heurter à la Commission européenne et à l'OMC (Organisation mondiale du commerce). [Voir ici](#) *Dénoncer et contrer les illusions du libre-échange*, Jean Gadrey, Fabrice Lallement, Marc Dufumier, François Ruffin

Sources, pour en savoir plus

Dénoncer et contrer les illusions du libre-échange, Jean Gadrey, Fabrice Lallement, Marc Dufumier, François Ruffin [Voir ici](#)

Manifeste des économistes atterrés [Voir ici](#)

3.3.3 Recherche publique et technologies

Face aux risques sanitaires et écologiques, nos sociétés sont devenues des sociétés à irresponsabilité illimitée, nous demandons que les chercheurs et les institutions scientifiques admettent leur co-responsabilité dans un développement techno-industriel qui met en péril l'avenir commun (Sciences citoyennes)

Propositions des mouvements citoyens

● Élaborer démocratiquement les objectifs, les priorités et les choix budgétaires de la politique de recherche et d'innovation.

afin d'orienter prioritairement l'effort de recherche vers la satisfaction des besoins sociétaux et la transition écologique, économique et sociale, à travers des instances telles que des Conventions de Citoyens. Celles-ci peuvent constituer de réels contre-pouvoirs si elles se dotent d'outils qui les rendent capables de cette mission hors de toute influence des lobbies, avec des expertises contradictoires et une transparence dans l'élaboration des conclusions.

● Développer la recherche participative

au sens de co-construction de connaissances, dans le cadre de collectifs porteurs d'une variété de savoirs et compétences, incluant des chercheurs de différentes disciplines et d'autres professionnels et acteurs de la société civile, afin de juger de l'utilité sociale d'une innovation et de ses alternatives éventuelles.

● Élaborer une loi d'orientation de la recherche

qui concrétise ces profonds changements dans le rôle et les fonctions des institutions de recherche, les finalités des politiques de recherche, les priorités de la recherche-développement, ses modalités d'évaluation, la formation et les missions des chercheurs, afin de développer un nouveau contrat social entre la science et la société.

● Rendre obligatoire le contrôle par la recherche publique de l'effet des évolutions technologiques sur la santé et les ressources rares.

en lui donnant les moyens nécessaires (en lui réaffectant notamment les sommes allouées aux entreprises privées par le Crédit impôt recherche dont la faible efficacité est reconnue). Cela passe bien évidemment par la remise en cause du « secret des affaires » et du « principe d'innovation »

Sources, pour en savoir plus

Sciences Citoyennes, Manifeste pour une recherche scientifique responsable [Voir ici](#)

Promouvoir la recherche participative, François Veillerette et Christian Vélot [Voir ici](#)

3.4 Une autre Europe, un monde plus juste

Les orientations qui précèdent ne sont réalisables que si la France peut construire, avec d'autres, un rapport de force qui remet en cause la domination du capitalisme financier et propose d'autres orientations, en répondant à des questions de survie de l'humanité et de la paix. Inversement, dans un contexte de turbulences multiformes, de nombreuses forces sociales et politiques cherchent des solutions de même nature à travers le monde. En particulier, la proposition d'une autre logique peut-être salutaire pour l'Europe à travers une autre construction européenne.

80 % des lois résultent de l'application de directives. Il n'est pas possible de changer de cap sans remettre en cause la construction européenne actuelle, relais des lobbys et instrument de leur domination. Cette remise en cause est d'ailleurs indispensable face à la désagrégation en cours de la construction européenne, du fait de ses excès et de son orientation néolibérale.

3.4.1 Une autre construction européenne

Revendications

Commercy : Les avis divergent : Proposition 1 Une Europe sociale et pas seulement économique (propos Commercy). Prop. 2 Renégociation des traités européens. Prop.3 : sortie de l'Europe

Propositions des mouvements citoyens

- Remise en cause des traités de Maastricht, d'Amsterdam, de Lisbonne et du Traité sur la stabilité budgétaire

(instaurant la règle des 3 % et la supervision des budgets nationaux par la Commission européenne) afin de mettre fin au gouvernement par les multinationales et la finance, et faire prévaloir les droits fondamentaux avant la « concurrence libre et non faussée » et la libre circulation des capitaux.

- Harmoniser la fiscalité au niveau européen en mettant en place un serpent fiscal européen

qui réduise progressivement les écarts entre systèmes fiscaux (ATTAC)

- S'attaquer à la concurrence fiscale à l'échelle européenne et internationale afin de stopper le dumping fiscal entre pays, en mettant en place un « serpent fiscal européen » (c'est-à-dire un taux minimum et un taux maximum, avec un écart qui se réduit progressivement entre systèmes fiscaux). Ces mesures doivent en particulier s'imposer aux paradis fiscaux européens (Luxembourg, Irlande, Pays-Bas, etc.) sans exclure de mettre en place des mesures de rétorsion.

- Réforme de la Banque centrale européenne (BCE)

pour lui assigner des objectifs plus larges et la mettre sous contrôle démocratique

Sources, pour en savoir plus

Reprendre en main la finance Geneviève Azam, Gaël Giraud, Thomas Coutrot, Dominique Plihon, Cécile Renouard [Voir ici](#)

3.4.2 Solidarité internationale

Point non traité par les mobilisations, qui doit être approfondi avec les organisations militantes concernées

3.4.3 Renforcement des institutions internationales et régulation à l'échelle mondiale

Propositions des mouvements citoyens

- Mise en place d'une régulation à l'échelle mondiale des marchés financiers et du commerce.

La dérégulation se traduit par une concentration extrême des pouvoirs et des richesses, liée à une extension sans précédent de la propriété privée, qui conduit à la ruine de la planète et à toujours plus d'inégalités sociales.

Point non traité par les mobilisations, qui doit être approfondi avec les organisations militantes concernées

- Mise en place d'une 3ème génération de droits écologiques et numériques à l'échelle internationale, en complément des droits politiques et les droits sociaux.

Point non traité par les mobilisations, qui doit être approfondi avec les organisations militantes concernées

- Renforcement des institutions internationales (ONU, agences et accords multilatéraux)

pour les mettre au service des droits fondamentaux, en les dotant de pouvoirs et de moyens pour faire prévaloir les droits sur une base multilatérale et démocratique pour redonner la primauté à l'intérêt général par rapport à la propriété et au droit des affaires.

Point non traité par les mobilisations, qui doit être approfondi avec les organisations militantes concernées